



GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 35 F

Bimestriel n° 85 - 15^e année - janvier-février 1996



DE JEUNE FORCE A VAILLANT

par Gilles Ragache

p. 1

LA GREVE GENERALE

Discours d'Aristide Briand - 1899

p. 7

DE LA GUERRE D'ESPAGNE A BUCHENWALD

L'HISTOIRE DE RAFAEL MARTIN, SURNOMME "MALAGA"

par Robert Billoux

p. 9

LES MILICES OUVRIERES CATALANES EN 1936

par Cyril Le Tallec

p. 13

L'ORGANISATION DES AMICALES DES AUVERGNATS DE PARIS

par Michèle Servol

p. 15

LES ANARCHISTES ET LA GUERRE D'INDOCHINE

par Sylvain Boulouque

p. 18

Le peuple français

Anniversaire

p. 23

Fragments de vies

Lu par J.L. Panné

p. 24

Medias

La rubrique de J.J. Ledos

p. 25

Le temps des livres

p. 27

La librairie

p. 31

L'amateur de livres

p. 32

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 85
janvier-février 1996

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET
Secrétaire :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
R. BILLOUX
S. BOULOQUE
J.J. LEDOS
C. LE TALLEC
Th. MARICOURT
J.L. PANNE
G. PELLETIER
G. POTVIN
M. SERVOL

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

© Editions Floréal
Tous droits de reproduction
des articles et documents publiés
strictement réservés.

Les manuscrits
ne sont pas renvoyés.

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Que la France perde avec François Mitterrand un de ses très rares hommes d'Etat de pointure internationale, cela n'est contesté par personne. Sont également admises les qualités humaines qui avaient valu à "Tonton" l'adhésion dévotieuse de nombre de militants de la Gauche.

L'abondant hommage rendu par la Presse, écrite ou parlée, de tous bords ne manque pas de rappeler les grandes heures du mitterrandisme ; mai 81, heures d'espoir fou pour une gauche qui ne sut pas bien exploiter toutes les possibilités alors ouvertes. Faute sans doute d'expérience dans l'exercice du pouvoir, la majorité de gauche devint trop vite la minorité de la cohabitation, où François Mitterrand fit la démonstration éclatante de ses rares qualités politiques. C'est, pourrait-on dire, à titre personnel que le Président se voyait confier un second mandat. Mais dès lors, il lui faudrait mener, de front avec les luttes politiques, la lutte contre la maladie ; lutte sans espoir celle-ci. Elle ajoutait toutefois un éclairage métaphysique à sa personnalité, tout en le rendant plus proche des Français, de leurs peines, de leurs tendances. Le second mandat terminé, ce qui faisait de François Mitterrand le recordman de durée dans cette haute fonction, on put voir le citoyen : un Français comme les autres on serait presque tenté de dire, en voyant les images de ces derniers mois, "un Français moyen". Mais aussi, un fin lettré, à la large culture humaniste dont on espérait qu'il aurait assez de temps pour laisser une œuvre plus abondante, tant il y a d'agrément et d'enseignement à le lire.

Tous ces aspects de la personnalité de François Mitterrand, toute son œuvre politique et sociale, toute sa carrière ; vous l'aurez trouvé développé dans vos journaux habituels, écrits ou parlés. Certes, la voix de Gavroche paraîtra bien frêle dans ce concert ; mais il nous a semblé bon de venir saluer dès maintenant le président défunt dont nous partageons beaucoup des idées.

"Mais quel rapport avec l'Histoire, nous demanderont quelques amis. De l'Histoire, ça en était hier dans les journaux ; ça en sera demain dans les livres. Déjà on remarque que les jeunes de la "génération Mitterrand" n'auront connu dans la première partie de leur vie que ce président-là.

G. Potvin

C'est au moment du bouclage de ce numéro qu'est survenu le décès de François Mitterrand. L'intense émotion qui a parcouru le pays tout entier restera un moment fort de ces dernières années. Et, comme l'ont fait radios, TV et journaux, "Gavroche" aussi se devait d'interrompre son rythme normal de sortie pour laisser place à l'événement.

Georges Potvin a repris sa plume de journaliste et commenté à chaud cette actualité historique. Un bel hommage lucide. A l'homme certes, comme on le doit à qui s'en va, mais surtout à cette espérance populaire que François Mitterrand a su, un temps, mettre en avant. On sent bien, le mouvement social de décembre en est aussi l'illustration, que cette espérance de fraternité ne demande qu'à s'exprimer.

Couverture : Dessin de Steinlen tiré du Gil-Blas illustré de 1893.

4e de couverture : Dessin réactualisé de Giris paru dans l'Assiette au Beurre du 21 novembre 1933.

De JEUNE FORCE à VAILLANT (I)

naissance d'un hebdomadaire pour la jeunesse (1942-1946)

Tous ceux qui étaient gamins après la guerre se souviennent d'avoir lu "Vaillant" cet hebdomadaire haut en couleurs et plutôt bien fait, proche d'un parti communiste au sommet de sa puissance et rival direct de *Cœurs Vaillants*, le journal des patronages catholiques. Pourtant bien peu de ces gamins pouvaient supposer que "Vaillant" qui exaltait à pleines colonnes les exploits de "La Résistance" était directement issu d'un illustré désormais interdit, *Le Téméraire*, lui-même issu (en 1942) du journal d'un mouvement appelé *Jeune Force*. Donc un cheminement complexe des hommes et des idées qui mène de la collaboration "dure" au compagnonnage communiste. Passionnant à reconstituer.

A la veille de la seconde guerre mondiale le parti communiste disposait d'une presse militante importante (dont *L'Humanité* et *Ce Soir*) mais la presse destinée à la jeunesse n'était pas à la hauteur de ses ambitions. Il revenait à *Mon camarade* créé par

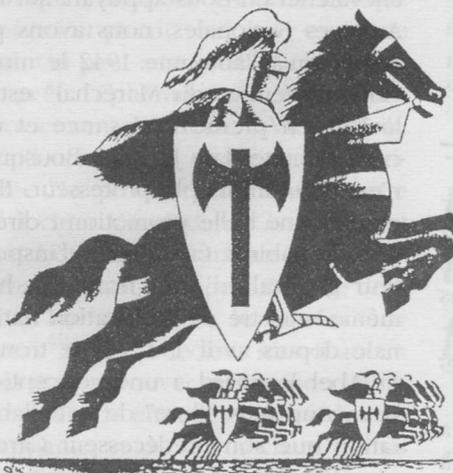
Georges Sadoul en 1933. l'honneur de concurrencer le tout puissant *Cœurs Vaillants* illustré catholique, les hebdomadaires d'origine américaine (dont *Mickey* constituait le fleuron) ou encore *Pierrot*, *Benjamin*. Handicap supplémentaire, *Mon camarade* fut interdit en septembre 1939 comme toute la presse commu-

niste car le "P.C.F." avait approuvé les accords conclus entre Staline et Hitler au cours de l'été. Pendant huit mois de "drôle de guerre" les communistes sont donc absents du marché des illustrés pour jeunes ce qui n'est pas le cas de leurs concurrents. Après la défaite du printemps 1940, la presse de loisirs destinée à la jeu-

Nouvelle Série. - N° 2

LE NUMÉRO : 2 Fr.

1^{er} JUIN 1942



JEUNE FORCE

LA FRANCE SERA CE QUE NOUS LA FERONS

SIÈGE SOCIAL : 18, avenue de Mesly, BRÉVANNES (S.-&-O.)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 15, quai de Bourbon - PARIS-IV^e

C./C. P. : H. BREUVART - Paris 2049-22

Téléphone : ODÉon 23-49

La Révolution trahie

« La Révolution Nationale, nous dit le Maréchal, signifie la volonté de renaitre, surgit un jour d'épouvante et de remords. »

Cette volonté de renaitre et d'effacer la honte du désastre, c'est celle qui animait les premiers Compagnons de France, les pionniers des Centres de Jeunesse, les prisonniers qui revinrent la France Nouvelle à l'ombre des barbelés. Cette mystique est toujours présente parmi les jeunes révolutionnaires attachés à leurs fragiles organisations, sans cesse battues par la marée des gouvernements provisoires. Cette mystique est celle des défenseurs de Dakar, de la Syrie, de Djibouti, de Madagascar, de tous ceux qui se battent partout où l'on peut encore mourir pour la France. Cette mystique est celle des jeunes Français qui ont rêvés

En zone non occupée

chez les

VOYAGE AU PAYS DE LA JEUNESSE

COMPAGNONS DE FRANCE



Un exemple entre tant d'autres de courage et d'abnégation : celui de la Compagnie du Rail. Une nuit de l'automne 1940, après quinze jours de pluie ininterrompue, au cours d'un orage d'une violence extrême, une trombe d'eau dévalait les pentes du Canigou se rua entre les falaises abruptes, arrachant la terre, les arbres, emportant la moitié de

social, à l'aide aux vieillards, à l'organisation de jardins de cités, aux récupérations nationales et aux ramassages divers. Les garçons donnaient de tout leur cœur leur temps libre, assurant le ravitaillement de villages isolés, tous les jours les premiers pour toutes les manifestations et les services d'ordre. Et l'enthousiasme...



Dessin de caractère antisémite d'Erik publié dans *Le Téméraire* : le professeur Vorax.

nesse s'est réorganisée rapidement. Dès l'automne, en Zone occupée, une douzaine d'illustrés obtiennent une autorisation de paraître ; il en est de même en Zone libre. Mais, après ce bon départ, les titres de la Zone occupée seront tous "asphyxiés" au printemps 1942 car, en proie à des difficultés grandissantes, les Occupants appliquent alors une réglementation très restrictive sur le papier de presse. *Gavroche*, *Pierrot*, *Lisette*, *Fanfan la Tulipe*, *Hurrah !*, *L'Aventureux*, *Junior*, *Fillette* et *Les Grandes aventures* disparaissent. C'est le vide dans les kiosques. Seule la revue bretonnante *Ololé* continue mais sa diffusion est limitée à la Bretagne.

Cette redoutable réglementation sur le papier a permis aux Allemands d'intervenir directement dans un domaine dont ils s'étaient peu préoccupés jusque là. En faisant place nette, ils vont favoriser l'apparition d'un titre nouveau dont l'impact sera considérable : *Le Téméraire*, illustré, fortement politisé contrairement à ses prédécesseurs, va se trouver en position de monopole.

Une question vient alors à l'esprit : Qui est à l'origine de ce nouveau titre ?

"Les Allemands !" ont catégoriquement répondu un certain nombre d'universitaires tant cela semblait évident. Il n'est pourtant pas pos-

sible de l'affirmer de manière aussi tranchée, nous allons voir pourquoi.

La naissance d'un nouvel illustré (printemps 1942 - janvier 1943)

Il n'a pas été évident de reconstituer le cheminement complexe qui a entouré la naissance du *Téméraire*. Dans un premier temps nous avons recoupé quelques indices disséminés dans divers articles et livres, sans liens les uns avec les autres.

En 1979, l'historien Pascal Ory a cru trouver une première piste à propos de l'adresse du journal (116 rue de Réaumur) "qui l'intègre dans l'ensemble complexe dit de la Centrale Réaumur, bien connu des journalistes contemporains, rien de moins que le cœur même de la presse franco-allemande : *Paris-Soir* de Zone nord et, plus clairement encore *Pariser Zeitung*." Il est de fait que cette adresse peut indiquer une intervention directe des Allemands de la capitale. C'est pourtant faux comme nous le verrons plus loin.

Un deuxième indice se trouve dans un livre de Lambert et Le Marec deux spécialistes de l'histoire des uniformes. Ces auteurs révèlent

incidemment l'identité du rédacteur en chef du *Téméraire* dont le nom ne figurait jamais dans le journal. Il s'agit de Jacques Bousquet, que Lambert et Le Marec définissent comme "un jeune professeur du lycée Voltaire". Or, par Jacques Bousquet, un des personnages-clés de cette affaire, on pénètre dans le monde des mouvements de jeunesse liés à Vichy. Jacques Bousquet est à l'origine d'un mouvement né au lycée Voltaire en novembre 1940 (à partir de quelques dizaines d'élèves) de manière artisanale et spontanée. A la fin de l'année scolaire, le mouvement ne comptait encore que 300 membres, tous à Paris, et il ne sera officiellement autorisé et reconnu par le commandement militaire allemand qu'en novembre 1941 (déclaration à la préfecture de police n°3424 - J.O. du 24/10/41). Au début, il est placé sous le signe de la fidélité au Maréchal comme en témoigne l'insigne choisi, une francisque rouge au centre d'un écu blanc, qui fait ainsi référence à la Révolution nationale mais aussi à la chevalerie. En nous appuyant sur les Archives Nationales, nous avons pu établir qu'à l'automne 1942 le mouvement "Jeunes du Maréchal" est à la fois en pleine croissance et en crise. A cette date Jacques Bousquet n'est plus un simple professeur. Il a obtenu une belle promotion : directeur de cabinet (avec rang d'inspecteur général) d'Abel Bonnard, lui-même ministre de l'Education nationale depuis avril 1942. Il se trouve qu'Abel Bonnard a une conception beaucoup plus "dure" de la collaboration que son prédécesseur Carcopino. C'est donc un des membres de l'équipe Bonnard qui contribue au *Téméraire*. Jusque là rien à voir, sinon indirectement, avec les Allemands.

Un troisième indice est fourni par l'historien américain W. Halls qui signale (sans établir de lien avec le *Téméraire*) à propos de "l'école de cadres" de La Chapelle-en-Serval (Oise), qu'en 1942 : "Son directeur le plus célèbre fut Bousquet, ce professeur parisien que Bonnard avait pris dans son cabinet". C'est bien du même Bousquet qu'il s'agit (sans lien de parenté avec René Bousquet le secrétaire général de la police).

Voilà, une série d'informations qui éclaire d'un jour nouveau la naissance du *Téméraire*.

Qu'en est-il de la manière dont fut réunie l'équipe d'illustrateurs ?

Un élément de réponse nous est fourni par le secrétaire de rédaction du *Téméraire*, le journaliste André Ramon. Celui-ci, outre sa fonction de secrétaire, était l'auteur de plusieurs rubriques dans la revue comme "Les énigmes de Marc le Téméraire". Or, il se trouve qu'en 1944 André Ramon sera aussi un des fondateurs d'un journal satirique appelé *Le Mérinos*, journal anticomuniste et anglophobe, dans lequel on retrouve trois illustrateurs du *Téméraire* : Liquois, Erik et Vica. Dans une entrevue accordée en 1992, André Ramon précisera qu'il a rencontré Vica (qui fait partie de l'équipe du *Téméraire* dès le premier numéro) grâce "à l'épouse du directeur des Editions Coloniales et Métropolitaines, la maison d'édition qui venait de créer *Le Téméraire*. Et André Ramon ajoute "C'est d'ailleurs moi qui ai conçu la formule, m'inspirant fortement de *Robinson* que j'admirais." A cette époque *Robinson* paraît toujours, en Zone sud. On peut aussi établir une parenté avec l'éphémère *Gavroche* dont proviennent directement Vica et Erik. D'ailleurs la série de ce dernier, intitulée "Le professeur Globule contre le docteur Virus" dans *Gavroche*, est tout bonnement transposée dans le *Téméraire* sous l'appellation "Le docteur Fulminate et le professeur Vorax". Ainsi le lecteur n'a-t-il aucun mal à se retrouver en terrain connu. La similitude entre les deux séries est frappante, mais le "méchant" Virus de *Gavroche* en devenant Vorax dans le *Téméraire* est passé d'un banal type latin à un type sémite prononcé...

D'autres illustrateurs ont rejoint *Le Téméraire* dont Raymond Poivet qui publiait jusque là dans *Les Grandes Aventures* et *L'Aventureux*. Il est certain que l'absence de concurrents en Zone nord facilite le recrutement d'une équipe puissante complétée de Jean Ache qui témoigne : "Pendant l'Occupation, il y avait peu d'illustrés. *Le Téméraire* paraissait régulièrement et je m'y suis présenté tout en sachant bien que c'était plus ou moins un journal de propagande.

(...) J'ai présenté *Biceps* au rédacteur en chef. Cela lui a plu et il en a fait paraître trois ou quatre bandes, juste avant la Libération". On trouve aussi Josse qui dessine "Marc le Téméraire" (il vient de *Gavroche*), Gire et Le Rallic (qui travaille aussi pour *Ololé*).

A la Libération, tous (sauf Vica) n'ont pas eu été anticomunistes et avoir adhéré à une idéologie quelconque. Ils se réfugieront derrière un strict "professionnalisme" laissant la responsabilité des contenus aux rédacteurs et à eux seuls. Nous reviendrons sur le contenu idéologique qui est loin d'être neutre. Mais pour nous en tenir à la structure éditoriale du *Téméraire*, nous pouvons affirmer qu'il est :

- animé par un rédacteur en chef (Jacques Bousquet) et par un secrétaire de rédaction (André Ramon) qui venaient tous deux des "Jeunes du Maréchal",

- héritier de *Robinson* et de *Gavroche* où naguère Vica, Erik et Josse ont amorcé des séries qui se poursuivent dans le nouvel illustré.

- publié par *Les Editions coloniales et métropolitaines* où l'on retrouvera Vica pour un album fortement politisé ("Vica défie l'Oncle Sam") publié en 1943.

Un journal français autorisé par les Allemands

Nous avons pu aller au-delà de ces indices grâce à plusieurs dossiers inexplorés à ce jour déposés aux Archives Nationales. On y trouve des informations précieuses qui permettent d'établir que si Jacques Bousquet est bien le "directeur de la rédaction" du *Téméraire*, il ne le serait pas dès l'origine (le premier numéro est publié en janvier 1943) mais seulement à partir de septembre 1943. Le premier rédacteur en chef serait un certain Alain Jeff qui (d'après le fichier des auteurs de la Bibliothèque Nationale) écrivit aussi sous le nom de Jacques Robin. Mais la donnée la plus importante qui ressort des archives est celle qui permet d'établir que *Le Téméraire* ne

comporterait, contrairement aux apparences, pas de capitaux allemands. Il était "la propriété des éditions du Continent, SARL à 1 000 000 de francs" fondées par Jacques C..., officier de réserve, ancien de l'école de cavalerie de Saumur et parfaitement français.

Alors l'adresse de la rue de Réaumur mentionnée sur le journal ? Ce serait l'adresse du siège social mais il n'existerait pas de lien financier ou rédactionnel avec le *Parizer Zeitung*. Plus tard, Jacques C... a modifié le capital et l'appellation de sa société (La SECM devient alors la SEC) afin d'y faire entrer Jacques Bousquet (également officier de réserve) et un autre membre de sa famille.

"*Le Téméraire* a été fondé le 15 janvier 1943 sans aucun capital étranger (...) Il est aisé de prouver que *le Téméraire* n'a jamais reçu un mark, un seul mark allemand. Dès son lancement, il a trouvé dans la jeunesse, dans toute la jeunesse un accueil enthousiaste" lit-on dans un rapport de la P.J. de 1945. Donc pas de capitaux allemands cela semble clair.

Pas de collaborateurs allemands non plus semble-t-il car dans une liste détaillée établie par les magistrats en 1945 de tous ceux qui ont travaillé, même de manière éphémère, avec *le Téméraire* on ne voit apparaître aucun Allemand.

De cette liste accompagnée d'une enquête, il ressort qu'au total *Le Téméraire* a fait appel à 42 collaborateurs différents : 24 rédacteurs et 18 illustrateurs. Parmi ces 42 personnes il convient de distinguer entre ceux qui travaillent de manière occasionnelle et les "piliers" de la maison. Or "Le journal eut surtout des collaborateurs extérieurs, tels Pierre Devaux, bien connu pour ses articles scientifiques." lit-on dans une déposition de 1945. Tous les auteurs ou illustrateurs interrogés à la Libération se justifieront par la nécessité de travailler et par l'absence d'autres illustrés. La plupart des rédacteurs sont peu connus. Ils sont souvent très jeunes et beaucoup sont des parents ou des amis de Bousquet. Le côté un peu "improvisé" de cette rédaction est un élément quasi certain du dossier. Reste l'épi-



Signur s'est
approché. Il a
frémi d'horreur
en voyant le
sorcier prêt à
sacrifier son fils
Wilbur.



Signur, bondi vers les hommes noirs. Les
danteurs, devant l'effroyable brusque et al
imprévis du blanc, se sont écriés, croyant
à l'apparition d'un dieu vengeur. Signur lance
son javalot qui atteint le sorcier du cœur.



Illustrations publiées en 1943 par le dessinateur Ligois dans *l'Inde Fabuleuse* – Supplément du *Téméraire*.

neuse question de l'autorisation de paraître et du papier : comment, en Zone nord, faire paraître une revue sans l'autorisation d'utiliser régulièrement du papier de presse ?

Si l'on en croit les dépositions de Jacques Bousquet et de Jacques C... il ressort que le journal a bien obtenu l'autorisation des Allemands, plus précisément d'un Allemand d'origine autrichienne. Jacques Bousquet déclare à ce sujet : "Je sais que ce journal avait été fondé grâce au papier fourni par un Allemand nommé Baer dont C... avait fait la connaissance par l'intermédiaire de l'un de ses amis. Cet Autrichien n'avait donné son concours que parce qu'il en tirait profit."

De son côté l'éditeur (Jacques C...) affirme quelque chose de voisin : "Pour obtenir l'autorisation, ainsi que les bons de papier nécessaires, j'ai bénéficié de l'appui d'un Autrichien, fiancé d'une de mes amies, et qui était chargé de la censure des périodiques. Cet Autrichien, un nommé Baer Walter, était correcteur et censeur de la *Parizer Zeitung*." (P.V. du 18 septembre 1945).

Signalons qu'une déposition de Vica, qui figure en octobre 1944 dans un dossier distinct de celui du *Téméraire*, confirme l'existence de cet Autrichien : "sans situation, à la suite de la disparition du journal *Gavroche*, il (Vica) s'adressa aux services de propagande de l'Hotel Majestic qui lui proposèrent de col-

laborer à un nouveau journal pour enfants et d'illustrer des albums de propagande." et un peu plus loin il est précisé que Vica : "reconnaît avoir été en rapport avec le nommé Baer, Sonderführer, service de la propagande, Hôtel Majestic."

Le Sonderführer en question porte bien le même nom que le Walter Baer censeur au service de presse pendant l'Occupation et que l'ami de longue date de l'éditeur du *Téméraire*. Donc pour ses capitaux, sa structure juridique (une société d'édition de droit français) et sa rédaction c'est un projet français approuvé (ou toléré ?) par les Allemands mais ne semble pas être un projet initié par les Allemands. Il lui manquait un rédacteur en chef (ce fut Alain Jeff dans les premiers mois puis Jacques Bousquet à partir de septembre 1943), une autorisation et du papier (ce fut Walter Baer qui obtint l'une et l'autre). Tout cela forme un ensemble cohérent qui suppose cependant que le contenu du journal ne gênait en rien les occupants. En effet le lieutenant Heller, dans une correspondance de 1942 rappelle fermement que : "Pour la Zone occupée, la réglementation de répartition du papier ne peut être discutée que par les maisons qui soutiennent à 100 % les intérêts allemands ; cela veut dire que chaque décision concernant ce sujet doit être vue par nous." *Le Téméraire* n'a pu échapper à cette règle.

Les thèmes abordés

Comme dans tous les illustrés de l'époque l'aventure et l'action dominent dans les récits. Néanmoins *Le Téméraire* se distingue des autres par une absence quasi totale du discours catholique ou clérical à la mode à Vichy. Au contraire les rédacteurs semblent plutôt attirés par un discours néo-païen (le celtisme est bien vu) ou par les époques ou les civilisations pré-chrétiennes.

Ensuite par un manque de docilité évident envers les grandes campagnes d'opinion lancées depuis Vichy. Par exemple l'Empire colonial français. En effet dès les premiers mois d'occupation, le ralliement de certains territoires à ce que Vichy appelle "la dissidence anglo-gaulliste" constitue une menace permanente pour le nouveau pouvoir. Des efforts considérables sont donc faits pour convaincre l'opinion de la légitimité et de la nécessité de l'entreprise coloniale.

Vichy lance de nombreuses campagnes de sensibilisation auprès des jeunes. Un train-exposition parcourt inlassablement la France et du 15 au 22 juillet 1941 est organisée une "Semaine de la France d'Outre-Mer" avec expositions, publications d'affiches et de brochures. Pour alimenter cette campagne la presse est largement mise à contribution.

Cependant *Le Téméraire* résiste à ce déferlement colonial et s'intéresse peu à l'Afrique ; il lui préfère l'Irlande ou "l'Inde fabuleuse". S'agit-il d'une préférence ethnique ? Peut-être, mais elle n'est pas clairement formulée. En tout cas cet illustré ne fait pas du colonialisme un thème majeur de sa rédaction. Il préfère insister sur la culture européenne, en particulier médiévale.

Science fiction et antisémitisme

Sous l'Occupation, la production de livres de science-fiction est restée

mince quantitativement. C'est surtout dans les pages des illustrés que le genre tente de s'épanouir, non sans rencontrer une ferme opposition de la part des rédactions les plus traditionalistes. Peu soucieux de ménager les théories bibliques sur la création du Monde, *Le Téméraire* publie des rubriques consacrées à "la science" et aux bienfaits qu'elle pourra apporter à l'Homme. Le thème de "L'an 2000" y est largement évoqué et on y prédit que des "automates valets de chambre" aideront les hommes dans leurs travaux domestiques ou que "le livre parlant a remplacé les bouquins poussiéreux. Pressez le bouton, il ne vous reste plus qu'à écouter!", anticipation du rôle de la cassette vidéo en particulier dans le n°19 (oct. 1943). On y trouve aussi un message aux futurs lecteurs de l'an 2000. Le numéro 30 du *Téméraire* comporte un important dossier du polytechnicien Pierre Devaux intitulé "En fusée vers la lune". Dans ce cas il s'agit plutôt de "scientisme" triomphant, et de "prospective" que de roman futuriste.

Dans les pages des illustrés, les voyages dans l'espace et dans le temps sont à la mode car ils répondent plus que jamais à un besoin d'évasion d'un monde dur et contraignant. Mais la science-fiction naissante ne parvient pas vraiment à se développer car elle rencontre une franche hostilité de la part des traditionalistes de Vichy.

Il est quelques cas où la science-fiction permet d'opérer une transposition des problèmes de l'époque en d'autres lieux et d'autres temps. L'auteur suggère alors à son lecteur des réactions de sympathie pour les héros. Dès ses premiers numéros, *Le Téméraire* développe habilement cette tendance avec la célèbre bande dessinée de Liquois "Vers les mondes inconnus". L'action peut en être ainsi résumée : "Le professeur Arnoux, accompagné de son neveu Norbert, champion des derniers jeux olympiques, se propose de faire dans une fusée de son invention le tour de la lune : il s'agit de reconnaître le côté de l'astre qui reste perpétuellement caché aux observateurs situés sur la Terre." Il s'ensuit de nombreuses aventures au cours desquelles le beau Norbert sauvera plu-

BIMENSUEL

LE TÊMÉRAIRE

VERS LES MONDES INCONNUS

Norbert, chef des armées de la Reine Aulia, est prisonnier dans la forteresse des hommes ailés. Caché derrière l'idole, il assiste aux préparatifs de sacrifice. Aulia va être immolée. Norbert fait tomber l'idole et s'enfuit avec Aulia.



NORBERT ET AULIA FUENT. ILS ARRIVENT DEVANT LE ROCHER QUI FERME L'ESCALIER DE PIERRE. NORBERT DÉPLACE LE BLOC...



... ET ILS DESCENDENT EN HÂTE. LA FORÊT AVEC SON FEUILLAGE TOUFFU LES ABRIERA DES HOMMES AILÉS.



COURAGE AULIA, NOUS SERONS BIEN TÔT AU BOUT DE NOS PEINES.



NORBERT REGARDE PAR UNE FENTE DU ROCHER SI LE PASSAGE EST LIBRE.



MAIS LÀ ENCORE LES HOMMES AILÉS MONTENT BONNE GARDE. ILS CERNENT LES FUGITIFS!

sieurs fois la belle reine Aulia des griffes de l'usurpateur Vénine (dont le nom sonne presque comme Lénine). Au n°18, Vénine "a réussi à s'enfuir et s'est réfugié chez Gloul, roi des marais." Or ce mystérieux peuple de Gloul est composé de gens particulièrement laids et, au-delà du récit de Science-fiction, on peut comme Pascal Ory trouver au scénario une dimension raciste : "Avec leur nez crochu, leur poil frisé et leurs yeux noirs exorbités, ces sujets du roi Gloul sont ainsi comme l'aboutissement de tout un délire, le cauchemar éveillé dévoilant dans sa naïveté même les phantasmes fondamentaux de l'antisémitisme ordinaire".

De fait, Norbert est un beau blond et la reine Aulia une accorte rousse alors que leurs adversaires sont aussi foncés et laids que méchants. D'ailleurs quelques mois plus tard la reine Aulia est à nouveau prisonnière (c'est une habitude) d'un peuple difforme, cette fois des hommes "jaunes" pourvus d'ailes de chauve-souris. Pourtant, sans prendre la défense de ce feuilleton il faut signaler qu'il s'agit là d'un procédé littéraire ancien (dont l'idéologie nazie n'a pas le monopole) qui consiste à enlaidir "le Mal" et à embellir "le Bien". On le retrouve avant la guerre dans les aventures de "Guy l'Éclair" (lui aussi un beau blond opposé à de méchants difformes) et à la même époque (1943/44) en Belgique dans le *Rayon U* que réalise

E.P. Jacobs pour remplacer le célèbre Flash Gordon : "Son histoire se déroule dans un monde imaginaire, divisé en deux pays rivaux, la Norlandie et l'Austradie. La Norlandie prépare une arme secrète (...) Du côté des bons, le blond Lord Calder, héros de la bande, prend la relève de Flash Gordon. Le professeur Zarkoff s'appelle désormais Marduk." Or les "méchants", ceux d'Austradie sont des très bruns, plutôt asiatiques et laids. Parmi les adversaires du beau Calder, on trouve aussi un peuple de monstrueux "hommes singes" qui enlèvent Sylvia la belle héroïne. Dans le cas du feuilleton de Jacobs les connotations racistes semblent peu probables, mais on pourrait lui appliquer le même schéma qu'à celui du *Téméraire*. La symétrie des personnages et des situations est saisissante.

La "Science-fiction" permet aussi de camoufler d'autres préoccupations liées à l'actualité. Dans le *Téméraire* un curieux récit, intitulé "L'île d'acier", décrit une forteresse du vingt et unième siècle, bardée de canons et attaquée par des centaines d'avions. Cette "Île d'acier" ressemble étrangement à "la forteresse Europe" assiégée par les armadas alliées en 1944. Et dans le dernier numéro du *Téméraire* (publié en août 1944 à Paris) figure la description d'un avion-robot du futur qui fait trop penser aux "armes secrètes" du IIIème Reich finissant pour qu'il s'agisse d'une coïncidence.

Sans être un journal globalement antisémite, *Le Téméraire* laisse poindre sa phobie des Juifs. Notons que l'on retrouve des points communs entre les théories avancées à l'époque par le docteur Martial dans un brûlot intitulé "Notre race et ses aïeux" et celles développées dans certains numéros du *Téméraire*. On y retrouve en particulier le pseudo-argument des différents groupes sanguins accompagné de la même carte que celle publiée dans le livre du docteur Martial, carte qui prétend établir le pourcentage de sang européen par rapport au sang "asiatique" dans les différents peuples d'Europe.

L'antisémitisme se glisse aussi dans quelques récits de fiction. Dans le numéro 04 figure "Le secret du professeur O'Brien". On y voit une illustration, signée Liquois, sur laquelle une brute est en train de brûler la plante des pieds d'un Irlandais pour lui faire avouer son secret. Dessin qui serait banal dans un récit d'aventures si ne figurait à gauche du dessin un certain Lévy qui commandite l'action. Le résumé des chapitres précédents éclaire la scène d'un jour étonnant : "Le professeur O'Brien a découvert un procédé permettant de fabriquer de l'or. Un de ses collègues de la faculté de Belfast, Sir Lévy, lui a demandé au nom de l'Intelligence Service, de céder son secret à l'Angleterre. Sur le refus de O'Brien, Sir Lévy l'a fait enlever et séquestrer dans sa propriété..." On devine la suite : les mauvais sont des Juifs et des Anglais, ils sont attirés par l'or et ils n'hésitent pas à torturer leurs adversaires pour les faire plier. Sous couvert d'un roman d'aventures il s'agit donc d'une charge. Tous les récits du *Téméraire* ne portent pas sur ce thème, loin de là, mais "Le secret du professeur O'Brien" s'ajoute aux articles sur le sang et à quelques autres sur une "chevalerie moderne" que la rédaction du *Téméraire* appelle de ses vœux dans un article du numéro 12.

Liquois dessine aussi dans "Le Mérinos" en 1944 un récit dont l'héroïne, "Zoubinette", est victime des attaques de maquisards présentés comme un ramassis de marginaux, d'étrangers et de juifs dont un nommé Isaac bien typé selon les critères du moment.

Un autre illustrateur ne dédaigne pas porter quelques coups d'épingles aux Juifs mais de manière plus indirecte que Liquois. Il s'agit d'Erik qui chaque semaine met en scène : "Le docteur Fulminate et le professeur Vorax". Or il se trouve que Fulminate, "le gentil", est pourvu d'une longue barbe blonde tandis que son adversaire, le "méchant" Vorax est crépu, lippu et pourvu d'un nez crochu au point qu'il ressemble à s'y méprendre aux caricatures que l'on

ZOUBINETTE

PAR ROBERT DUCTE

RÉSUMÉ

ZOUBINETTE, ENTHOUSIASMÉE PAR LES RÉCITS RADIOPHONIQUES SUR LES HOMMES DU MAQUIS, A DÉCIDÉ DE PORTER À CES HÉROS LE RÉCONFORT D'UNE PRÉSENCE FÉMININE. ARRÊTÉE SUR LA ROUTE, ELLE VA ÊTRE CONDUITE AU CHEF



Les maquisards vus par Liquois.

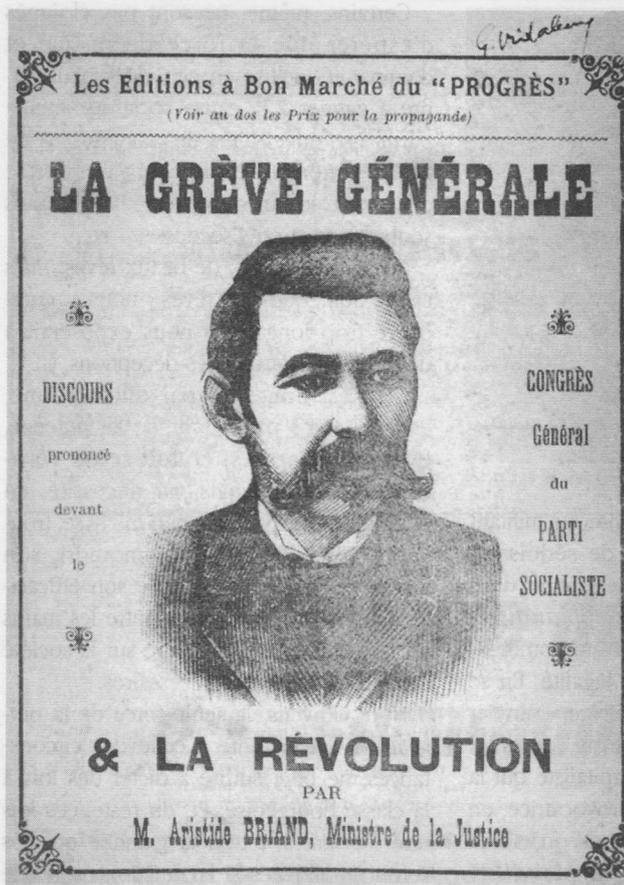
trouvait à la même époque dans toutes les brochures antisémites. Ajoutons que Vorax est parfois aidé par "des nègres" qui habitent le "Boufoufland", alliés peu efficaces d'ailleurs : "... un vent violent se met à souffler, emportant Vorax et ses nègres" peut-on lire dans une vignette du n°33.

Il faut enfin évoquer un troisième homme dont l'œuvre a sombré dans un relatif oubli. Il s'agit de Vica. Far-

felu et parfois délirant Vica publie régulièrement dans *Le Téméraire* les aventures de son marin lui aussi appelé Vica. Si elles ne ménagent pas les Africains, souvent caricaturés et qualifiés de cannibales, les aventures de Vica mettent surtout en scène des animaux doués de la parole, des sultans de pacotille ("Vica chez le sultan de Matoucha"), des Africains naïfs ("Kam.Fa.Ra s'ennuie"), une tour Eiffel étrange... mais pas de Juifs ! Dans *le Téméraire*, Vica est donc plutôt "sage" et même en retrait sur ses collègues Liquois et Erik. Cependant, avec tout le talent graphique dont il est capable, Vica se montre beaucoup plus virulent dans les albums complets qu'il publie en 1942 pour la maison "Dompol" : *Vica au paradis de l'URSS* et de *Vica contre le service secret anglais*. Un troisième titre, *Vica défie l'Oncle Sam*, est publié plus tard par les Editions Coloniales et Métropolitaines. Cette fois l'illustrateur change de registre. Avant tout conçu comme anti-communistes, anti-anglais et anti-américains ces albums comportent quelques passages antisémites. Ainsi l'auteur trouve-t-il un dénominateur commun à ces trois nations ennemies du IIIème Reich : elles auraient été "infiltrées" par les Juifs... Vica, illustrateur plutôt apolitique et jamais antisémite dans le reste de sa production (albums Gordinne, *Gavroche* ou *le Téméraire*) fait montre d'un engagement politique et d'un antisémitisme inhabituels. L'explication réside dans le fait qu'il s'agit là d'ouvrages de commande dont les textes étaient fournis à Vica par "des Allemands de l'Hôtel Majestic" et réalisé "en collaboration avec un dessinateur allemand qui lui avait été adjoint." comme l'établissent des documents des Archives nationales. Vica fut aussi l'illustrateur de brochures anticommunistes (comme *Paysan de France attention !* et de cartes postales émises à l'occasion d'une exposition "internationale" intitulée *Le bolchevisme contre l'Europe* organisée salle Wagram à Paris en mars 1942. *Vica au paradis de l'URSS* (autorisation 10158) a été publié à cette occasion.

(Suite et fin au prochain numéro)

Gilles RAGACHE



La grève générale

Aristide Briand, dès 1892 et sous l'impulsion de Fernand Pelloutier, mena inlassablement une campagne en faveur de la Grève générale. Malgré une opposition acharnée, mais sous l'influence des décisions corporatives, cette idée fit de grands progrès dans le monde des Travailleurs syndiqués, à tel point que le Congrès Général du Parti Socialiste se décida à donner son adhésion de manière quasi-unanime à ce mode d'action révolutionnaire.

Nous publions ci-après quelques extraits du discours qu'Aristide Briand prononça au Congrès Général du Parti Socialiste Français qui se tenait à Paris, salle Japy, le 4 décembre 1899 :

Citoyens, j'ai demandé hier que cette question de la Grève générale fût traitée à part. J'estime, en effet, qu'elle mérite les honneurs d'une discussion particulière. D'abord elle est vraiment intéressante en elle-même ; ensuite, le Congrès du Parti socialiste aura ainsi l'occasion de marquer sa déférence envers les congrès des organisations syndicales, tenus à Marseille, à Nantes, à Limoges, à Rennes, qui se sont prononcés affirmativement sur cette question. (...)

Citoyens, si paradoxale que cette déclaration puisse vous paraître, et au risque de frapper d'étonnement ceux de nos amis du parti ouvrier français, qui, depuis le congrès de Marseille, m'ont infligé le sobriquet ironique de "général gréviste", je tiens à déclarer, dès le seuil de cette discussion, que je suis personnellement plutôt hostile à la grève. Je ne suis pas un prêcheur de grève... (*protestations et exclamations diverses*) Citoyens, n'interrompez pas déjà ; j'apporte des arguments, je vous en prie écoutez-les. (*Protestations et applaudissements*)

Je ne suis pas partisan de la grève, j'entends de la grève partielle. Je la juge néfaste, et, même quand elle donne des résultats, je considère qu'ils ne compensent jamais les sacrifices consentis (1). La grève partielle est presque toujours vouée

à l'impuissance, parce que les ouvriers engagés dans un conflit ne se trouvent jamais en réalité aux prises avec des patrons isolés. Les travailleurs en grève sont bien réellement isolés, eux ; même quand ils ont l'aide quand ils ont l'aide morale et matérielle du prolétariat. Qu'est-ce que cet appui à côté de celui que trouvent les patrons auprès des pouvoirs publics ? Le patron n'est jamais seul ; il a toujours avec lui, pour lui, tous les moyens de pression dont dispose sa classe, l'ensemble des forces sociales organisées : magistrature, fonctionnaires, soldats, gendarmes, policiers. (*Vifs applaudissements*) (...)

Citoyens, étant donné cette situation : d'une part, le patronat toujours engagé tout entier dans chaque grève, et cela d'une manière effective ; d'autre part, le prolétariat, toujours isolé dans les conflits économiques, qu'est-ce qu'il arrive ? Après un certain nombre d'expériences, il est arrivé que les travailleurs conscients se sont rendu compte de l'inutilité, tout au moins de l'insuffisance de leurs efforts. Ils en sont venus très vite à se demander s'il ne serait pas possible de tirer un meilleur parti de l'organisation syndicale.

Le résultat de leurs réflexions a été ce qu'il devait être ; il les a conduits instinctivement à la conception de la grève générale ; en sorte qu'il m'a suffi, soit dans les

conférences, soit dans les congrès, de la dégager en une formule précise pour me trouver aussitôt en communication d'esprit avec les représentants du prolétariat organisé.

Le secret de la force de cette idée réside en ceci, qu'elle est venue au monde du travail apportée par l'évolution économique elle-même. Et je dis à l'avance qu'il n'est pas possible, entendez-moi bien, au point de vue économique tout au moins, de ne pas être partisan de la grève générale quand on l'est de l'organisation syndicale. (*Vifs applaudissements*) (...)

J'arrive au second point de vue, celui qui fera, sans doute, l'objet principal de la discussion, sur lequel on peut faire des réserves, élever des objections : le point de vue politique et révolutionnaire. La nouvelle tactique, en effet, n'a pas pour but unique, exclusif, de servir des intérêts purement économiques. Elle peut être, le cas échéant, employée avec autant d'efficacité, à la défense des libertés politiques que le prolétariat considère, à juste titre, comme la condition expresse, essentielle, de son émancipation définitive. C'est, du reste, dans cet esprit que, pour la première fois, au Congrès corporatif de Marseille, fut votée, en 1892, l'organisation de la grève générale.

Tout à l'heure, pendant que je faisais entrevoir la possibilité d'une pareille

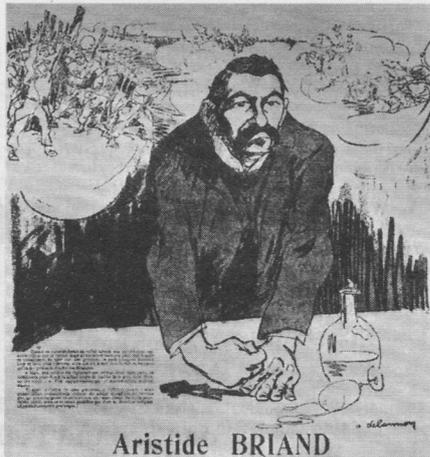
bataille engagée entre le salariat et le patronat, des camarades disaient : "ce serait la Révolution !" Eh bien ! Oui, **je le dis aussi**, (2) je le crois fermement, la grève générale "ce serait la Révolution..." (*Vifs applaudissements*) Mais la révolution sous une forme qui donne aux travailleurs plus de garanties que celles du passé, en ce qu'elle les expose moins aux surprises, toujours possibles des combinaisons exclusivement politiques. (...)

Ce n'est plus une révolution autour de formules décevantes, il ne s'agit plus seulement pour le peuple de conquérir la faculté puérile et chimérique d'inscrire au fronton des monuments publics ses droits à la liberté, à l'égalité, à la fraternité. C'est une révolution dans les choses qui permet, enfin, à l'homme de passer du domaine des mots dans celui des réalités. (*Applaudissements*)

L'opposition passionnée faite par les hommes les plus éminents du parti ouvrier français à la conception de la Grève générale est d'autant moins compréhensible, que les marxistes ont toujours attribué à l'évolution économique une influence décisive sur la modification des milieux sociaux. Marx n'a-t-il pas surtout fondé l'espoir de la prochaine révolution sur la situation antagonique qui résulte du caractère *privé* du mode d'appropriation opposé au caractère *social* du mode de production ?

Imbus de ces principes, comment des hommes comme Guesde et Lafargue, (3) ont-ils pu juger utopique et décevante, la conception d'une Grève générale, dont la conséquence serait la mainmise sur les instruments de production par ceux-là mêmes qui sont déjà systématiquement organisés pour les actionner ? Et si jamais Révolution doit affecter le caractère de la lutte de classes, je vous le demande, citoyens, n'est-ce pas celle-là ? (...)

Je conviens, citoyens, que la Grève générale, la Révolution, ne peuvent être décrétées d'avance pour une date ferme ; je conviens que la Révolution, malheureusement, ne dépend pas de quelques bonnes volontés, sans cela, il y a longtemps que vous l'auriez faite. Je ne nie pas le rôle prépondérant de l'évolution et des circonstances. (*Vifs applaudissements*) Mais je crois - c'est une réserve que je tiens à faire, car je ne suis pas fataliste - que la volonté humaine peut hâter la marche de l'évolution et contribuer puissamment à accoucher les circonstances. (...)



Aristide BRIAND

La Grève générale présente au militant cet avantage, elle a ceci de séduisant, qu'elle est, en somme, l'exercice d'un droit incontestable. (*Vifs applaudissements*) C'est une révolution qui commence dans la légalité, avec la légalité. En se refusant au collier de la misère, l'ouvrier se révolte dans la plénitude de son droit. L'illégalité, c'est la classe capitaliste qui la commettrait en se faisant provocatrice, en essayant de violer un droit qu'elle a consacré elle-même. (*Vifs applaudissements et acclamations*) (...)

Maintenant, il faut aussi que je réponde à ceux de nos amis qu'une instinctive horreur de toute violence porte à espérer que la transformation de la société peut être l'œuvre de la seule évolution. Dans la générosité de leurs esprits, ils se refusent totalement à admettre que les profondes modifications dans l'état des hommes doivent être nécessairement précédées de cataclysmes sociaux. Leur optimisme persiste à croire que le prolétariat peut aller à l'émancipation par une voie moins douloureuse, celle des réformes.

Aristide Briand ne resta pas le socialiste révolutionnaire de sa jeunesse. Dès 1906 - il a alors 42 ans - il devient un des chefs de file d'une politique d'*apaisement* à l'égard de la droite et même un de ceux qui prôneront la répression sociale. Lors de la crise sociale d'octobre 1910, sous son ministère, il réprima la grève des cheminots qui "désorganisait les transports" et "mobilisa", en toute illégalité, les employés du chemin de fer. La répression policière qui se déroula à la gare de triage de Villeneuve-Saint-Georges fut immortalisée par une affiche de Grandjouan.

N'oublions pas qu'Aristide Briand fut rapporteur du projet de loi portant séparation de l'Eglise et de l'Etat, et qu'il symbolisa, après la guerre, la politique de sécurité collective poursuivie dans le cadre de la SDN et partagea, en 1926, le prix Nobel de la Paix avec l'allemand Stresemann.

Certains, même, ne sont pas éloignés d'espérer que la force de justice et d'humanité incluse en nos idées peut suffire à gagner à la cause socialiste, même parmi nos adversaires de classe, assez de cœur généreux pour nous permettre d'atteindre le but de nos espérances sans soubresauts et sans secousses.

Ce sont là, certes, de beaux rêves, mais ce ne sont que des rêves ; nous y complaire trop longtemps nous exposerait à de fréquentes et cruelles déceptions. (...)

Ce n'est donc pas par dilettantisme, encore moins par amour de la violence, **que notre parti est et doit rester révolutionnaire** (4) mais par nécessité, en quelque sorte par destination. Il se trouverait considérablement amoindri, son action perdrait beaucoup de son efficacité, s'il n'avait pas toujours entre les mains un levier puissant pour faire sur la société capitaliste les pesées nécessaires.

Non, citoyens, la seule force de la persuasion, même unie à celle des circonstances, ne peut suffire à dicter des lois à la classe bourgeoise. Et, du reste, ces lois une fois faites, a-t-on la garantie qu'elles seront appliquées si la sanction ne réside pas dans la force révolutionnaire permanente et continue, du prolétariat organisé ? Le décret de 1848 sur le marchandage, et toutes les lois de protection ouvrière, est-ce que le patronat ne les a pas facilement éludés ?

Or, il faut bien en convenir, le mot révolution, évocateur des vieux modes de révoltes, n'a plus le don d'émouvoir nos adversaires de classe. Contre une éventualité de ce genre, ils ont pris tant de précautions que leur sécurité paraît désormais assurée.

Il en va tout différemment d'une menace de Grève générale. La Grève générale, pour la Société capitaliste, c'est l'inconnu, toujours redoutable, l'adversaire mystérieux, dont la force doit être présumée d'autant plus grande, plus irrésistible, qu'on n'a pas eu encore l'occasion de la mesurer. (*Applaudissements*)

Aristide Briand

(1) De nombreuses grèves éclatèrent en France en 1899 : parmi celles-ci, la grève des facteurs (18 mai), qui cessa au bout de deux jours devant la menace de remplacer les grévistes ; les grèves du Creusot (30 mai-2 juin puis 20 septembre - début octobre) qui aboutirent à l'acceptation partielle des revendications des 9000 grévistes.

(2) En gras dans le texte.

(3) Guesde et Lafargue (gendre de K.Marx) sont les fondateurs du Parti ouvrier français, vulgarisateur du marxisme.

(4) En gras dans le texte.



TEMOIGNAGE DE LA GUERRE D'ESPAGNE A BUCHENWALD

L'histoire de Rafael Martin, surnommé "Malaga"

Ce témoignage est celui de Monsieur Rafael Martin, né en 1918 à Campanilla, village situé à environ 10 km de Malaga en Andalousie. Ses parents étaient agriculteurs. Ils possédaient quatre mulets et assuraient le transport de produits agricoles. A 14 ans, Rafael quitte sa famille, ses trois sœurs et ses quatre frères, pour rechercher du travail à Barcelone. Il fut d'abord, pendant deux mois, vendeur de fruits et légumes sur le marché de Sens, un grand marché de Barcelone. Puis il trouva un emploi comme garçon de café.

Lorsqu'éclate la guerre d'Espagne, en juillet 1936, le jeune garçon de café s'engage immédiatement dans l'Armée républicaine.

Mais laissons lui la parole :

La guerre d'Espagne fut provoquée par la rébellion de quatre généraux contre la République : Francisco Franco était aux Iles Canaries, Emilio Mola à Pampelune, Gonzalo Queipo de Llano à Seville et José Sanjurjo déjà en exil à Lisbonne suite à un complot en 1932.

Ces généraux sont appuyés par les Royalistes représentés par Mola, par les Phalangistes d'extrême-droite et par l'Eglise. Le signal de l'insurrection fut donné par le chef des Phalangistes qui fit assassiner des gardes républicains à Madrid.

Les généraux se retrouvent à Melilla, au Maroc espagnol, sauf Sanjurjo qui est tué dans un accident au départ de Lisbonne. Ils forment une armée composée surtout de Maures et de Marocains. En même temps, les garnisons militaires de plusieurs grandes villes se soulèvent et ouvrent les portes à l'Armée fascis-

te : Séville et Cadix en Andalousie, La Corogne et El Ferrol en Galicie, Burgos et Léon puis Palancia, Valladolid, Salamanque... La vieille Castille et la Galicie sont favorables aux fascistes probablement à cause de l'influence de l'Eglise dans ces régions particulièrement croyantes.

L'Eglise était le plus gros propriétaire foncier d'Espagne et le gouvernement du Front Populaire, porté au pouvoir en 1936 par des gens qui en avaient assez de vivre dans la misère, prévoyait de faire d'importantes réformes à son sujet. Les curés et les bonnes sœurs furent armés par les fascistes. Dans plusieurs villes ils avaient des mitrailleuses pour tirer sur les soldats républicains.

Pour ma part, j'ai décidé de m'engager dans l'Armée républicaine dès qu'on fit appel aux volontaires. J'ai demandé de partir pour le Front. Une nuit, on m'a appelé avec deux autres gars à l'Etat-major de

Barcelone et on nous envoya à Madrid sans autres explications. Nous étions un peu inquiets, car ça ne rigolait pas à l'époque... Dès notre arrivée, on nous a expliqué qu'on avait besoin de motoristes pour assurer les liaisons. J'avais signalé lors de mon engagement que j'avais passé mon permis de moto à 16 ans. De là, avec mes deux copains, nous fûmes envoyés dans une école de motoristes à côté de Madrid où on a reçu trois jours de formation. Je fus alors affecté auprès du général José Miaja-Menant, le responsable de la défense de Madrid.

En novembre 36, le gouvernement se replie à Valence. Je suis alors envoyé auprès du chef du gouvernement, Francisco Largo-Caballero, puis auprès de Garcia-Pietro, le ministre de la guerre. J'ai aussi connu Juan Negrin, le dirigeant socialiste qui fut le dernier chef du gouvernement républicain.

FRONT NATIONAL

COMMISSION MILITAIRE NATIONALE

19, rue St Georges PARIS 9^e -
téléphone TRUdaine 49-86

PARIS le 2 juillet 1945

CERTIFICAT

Je soussigné, CAMPHIN René, Secrétaire de la Commission Militaire Nationale du FRONT NATIONAL, ex-colonel BAUDOUIN, Commandant Militaire National des Francs-Tireurs et Partisans Français, certifie que :

MARTIN, Raphaël (Martinez)
78, rue David Jouston - BOB EAUX

s'était engagé volontairement dans les rangs des F.T.P.F. en Janvier 1942.

Il fut arrêté le 10 Novembre 1942, sur dénonciation et déporté en Allemagne le 17 Janvier 1944 au camp de Buchenwald, d'où il s'évada le 11 avril 1945.

P. La Commission Militaire Nationale
du F.N.

Le Secrétaire : René CAMPHIN.

Le gouvernement n'était pas communiste, comme les fascistes, les Américains et les Anglais voulaient le faire croire. La majorité était socialiste, comme Largo-Caballero Premier ministre ou le ministre des Affaires Etrangères. Il y avait aussi des Radicaux comme Manuel Asana, Président de la République, des Républicains et des Anarchistes. Les Communistes les plus connus étaient Santiago Carillo - qui s'est réfugié en Tchécoslovaquie puis en Russie après la guerre d'Espagne -, la Pasionaria (Dolorès Ibarruri) qui était très populaire et puis le premier député communiste d'Espagne Gaetano Bolivia que j'ai connu aussi parce qu'il était de Malaga et dont tous les enfants furent fusillés par les Franquistes en 1939.

Après Seville, Cadix, La Corogne, la région d'Irun-Pampelune fut prise aussi par les troupes de Mola. Puis il y eut la bataille de Malaga qui dura plusieurs mois et fut très dure. La ville tomba le 8 février 1937 à cause du maire qui était pour les fascistes. C'était l'horreur à Malaga. La route est située entre la mer et la montagne. Les civils s'enfuyaient et l'aviation les bombardait. Il y eut des milliers de morts, surtout des femmes et des enfants. Queipo et Franco avaient donné carte blanche aux Maures. Ils violaient et tuaient les femmes, jetaient les enfants par

les fenêtres. Il y eut les mêmes massacres à Torre del Mar et à Bilbao tout comme à Guernica. Les 7 à 8000 habitants de cette ville furent massacrés. En dehors de ce massacre dont on a parlé grâce au tableau de Pablo Picasso, je trouve que c'est une honte que personne n'ait vraiment parlé de ces horreurs ou n'ait écrit de livres pour dire ce qui s'est passé.

Comme autres grandes batailles, il y eut Guadalajara, Brunete entre Madrid et Tolède, Teruel et la bataille de l'Ebre. Les fascistes ont gagné car ils avaient l'aviation italienne et allemande avec eux.

Mon travail de motoriste consistait à faire la liaison entre le Gouvernement, l'Etat-major général et les autres Etats-majors. On était quatre motoristes. On venait souvent à la frontière. Je suis allé plusieurs fois à Montpellier car c'était là qu'arrivait du matériel pour les Républicains en provenance du Mexique et de Yougoslavie, des camions en particulier. Le Mexique a aussi envoyé des avions, mais la France les a bloqués, on ne les a jamais reçus. On en avait pourtant bien besoin.

La guerre, on aurait pu la gagner les six premiers mois. Après, c'était foutu parce que tout le monde était contre nous. Au début, le gouvernement français avec Blum était d'accord pour nous aider, mais les

Anglais s'y sont opposés. Chamberlain, le Premier ministre anglais, a même menacé Blum de rompre les relations diplomatiques. En juin 37, c'est Daladier, un Radical, le nouveau chef du gouvernement, qui fut contre la République espagnole. Les Anglais, comme les Américains, ont soutenu Franco parce qu'avant la République ils contrôlaient toute l'économie du pays. L'Espagne était une espèce de colonie anglo-américaine : les mines de charbon, de mercure, d'argent, d'or, appartenaient à des compagnies anglo-américaines. La téléphonie était aux Anglais, les chemins de fer aux Anglais et aux Français. La République nationalisa tout cela dès son arrivée au pouvoir en 1931. A partir de cette date, les anglo-américains étaient prêts à soutenir n'importe quel général qui rétablirait l'ancien régime.

Quand le gouvernement républicain s'est retiré de Valence à Barcelone, il ne restait plus que la Catalogne pour résister avec une partie du Centre et de l'Aragon (Teruel, Saragosse). Barcelone fut prise le 26 janvier 1939 et Madrid se rendit le 27 mars de la même année.

Lorsqu'ils étaient pris, les soldats républicains étaient amenés sur la place du village, là où on bat le blé, ou alors dans les arènes, où ils étaient fusillés par compagnies entières. Les dernières villes qui se rendirent aux Franquistes furent Valence et Alicante le 30 mars, Almería, Murcie et Carthagène le 31 mars 1939.

On a dû se replier peu à peu, on a reculé, reculé, jusqu'à la frontière entre la France et la Catalogne. J'ai passé la frontière le 1er janvier 1939. Il y eut à peu près 580.000 personnes, civiles et militaires, qui se sont réfugiées en France à ce moment. Comme militaires, il y avait cinq corps d'armée de 30 000 hommes. L'armée et la police française étaient là pour désarmer tout le monde. Après, nous étions emmenés dans des camps : Argelès, Barcarès, Saint-Cyprien, Gurs et Agde qui sont les plus connus. Le CIRA dénombre 17 camps de concentration (dont 4 disciplinaires) et une quarantaine de centre d'hébergement en France, plus une quinzaine

de camps et prisons en Afrique du Nord (cf. bulletin CIRA n°29-30 – BP 40 – 1338 Marseille Cedex 13).

L'exil

Pour ma part, je fus conduit directement à Toulouse avec le Gouvernement. Là, on nous a remis un passeport pour aller en Amérique. On avait le choix entre cinq pays : Mexique, Panama, Chili, Argentine ou Uruguay. Puis on nous a conduits à Marseille avant de nous faire embarquer. On était enfermé dans des hangars du port, un millier à peu près. Là, j'ai réussi à m'évader, une nuit, avec des copains. On est allé à la gare, on a pris un train pour Bordeaux puis pour Paris. Là, avec deux copains, on décida de s'engager dans l'armée française. On avait le choix entre la légion et les bataillons de marche : on a choisi le bataillon de marche. On nous conduisit à Perpignan, puis en Corse.

En mars 1939, On se retrouva à Perpignan, puis en Corse. Après, on est allé au Maroc puis en Algérie à Oran et Sidi-Bel-Abbès... On était en juin-juillet 39, la guerre n'était pas encore déclarée entre la France et l'Allemagne, mais ça allait mal. Nous, les Républicains espagnols, nous étions sûrs que la guerre était inévitable avec les Allemands et les Italiens, car on avait vu ce qu'ils avaient fait en Espagne.

Un jour, début août, on nous envoya à Oran et de là on nous embarqua pour l'Indochine. Mais le 3 septembre 1939, avant d'arriver à Saïgon, on reçut un contre-ordre : retour immédiat en France, la guerre venait d'être déclarée.

Nous sommes revenus en France, et de là on nous envoya sur le front en Belgique. En juin 40, au moment de la débâcle, on était toujours en Belgique, près de Liège. On était six copains, des Espagnols et des Français du Midi. Je les ai prévenus : "Pas question de se rendre, nous on connaît les Allemands, c'est sûr qu'ils ne vont pas nous libérer, ils vont plutôt nous enfermer dans des camps et on n'est pas sûr d'en sor-

tir !...". Alors, on décida d'aller à Liège. La ville était déjà à moitié abandonnée : on a cassé une vitrine de vêtements pour pouvoir s'habiller en civil. On est parti chacun de son côté pour ne pas se faire repérer... J'ai voyagé à pied, puis j'ai trouvé un vélo et finalement j'ai pris un train dans le Nord et je suis descendu sur Bordeaux en passant par Paris, Poitiers et La Rochelle.

La Résistance...

A Bordeaux, j'ai retrouvé d'autres Républicains espagnols et je m'engageais bientôt dans la Résistance. Je crois que les premiers groupes de Résistance ont presque tous été créés par les Républicains espagnols, car on était très nombreux dans le Midi, nous étions organisés et nous étions tous anti-fascistes. On a créé des groupes de Résistance à Perpignan, Toulouse, Bayonne, Bordeaux... Mon groupe s'appelait "André Marty" du nom de l'ancien mutin de la mer noire en 1918, dirigeant du PCF, qui est à l'origine des premiers réseaux de résistance avec Charles Tillon en Bretagne. Pour nous, le nom d'André Marty n'avait pas vraiment d'importance. Dans la Résistance on ne faisait pas de politique : tout le monde était uni et d'accord pour mettre les Allemands dehors et démolir le fascisme. Il y

avait des communistes, des socialistes, des radicaux et même des curés et aussi des juifs qui étaient persécutés. Tous, on s'entendait très bien.

Mon groupe travaillait sur Bordeaux et avait des liaisons avec La Rochelle, Angoulême, Périgueux et Pau, mais aussi avec Paris. On faisait donc tout un boulot de liaisons, d'informations et aussi d'organisation de sabotages : faire sauter les ponts ou les voies ferrées pour retarder les convois... récupérer des armes... informer les maquisards, etc...

... et la déportation

On avait commencé fin 1941 et je fus arrêté en septembre 1942. Je revenais de Paris. J'étais avec quatre copains, on prenait un café à la gare de Bordeaux. Les policiers sont arrivés et nous ont arrêtés tous les cinq. On devait être surveillés depuis un certain temps... Heureusement, nous n'avions ni armes, ni papiers compromettants. On nous interrogea au commissariat puis nous fûmes enfermés à la prison de Bordeaux pendant huit jours. On peut dire qu'ils nous ont faits pas mal de misère, on nous maltraita mais pas un de nous n'a parlé, ils n'ont rien pu tirer de nous... On nous emmena à Fresnes, puis au camp de Compiègne d'où

Ausweis - Certification	Provisional identification card for civilian internee of Buchenwald.
Herr MARTIN, Rafael Mister	Current number 17.611 Internee number 40.174 Laufende Nr. Häftlings-Nr.
geb. am 12-3-19 in Malaga - España born at	Family name MARTIN Familienname
zuletzt wohnhaft 3 rue Andres Dumé - Bordeaux last domicile Francia	Christian name Rafael Vorname
wurde vom 19-1-44 bis 11. April 1945 in den nationalsozialistischen Konzentrationslagern gefangen gehalten und vom Konzentrationslager Buchenwald bei Weimar in Freiheit gesetzt. was kept in captivity from 19-1-44 to 11. April 1945 in Nazi-German concentration camps and was liberated from the concentration camp of Buchenwald.	Born 12-3-19 at Malaga - España geboren in
LAGERKOMITEE Lagerkomitee Camp-Committee	Nationality Espanola Nationalität
MILITÄRISCHER LAGERKOMMANDANT Military Camp Commandant	Address 3 rue Andres Dumé - Bordeaux Adresse Francia
Unterschriften und Stempel signatures and stamps	Fingerprint: Fingerabdruck
Force Government	Signature: Unterschrift <i>Rafael Martin</i>
Weimar-Buchenwald, am	Confirmed by members of the Comité espagnol Weimar-Buchenwald, am 29 April 1945 le Président du Comité français



on partait pour les camps de concentration.

Pour ma part, je fus emmené à Buchenwald. Arrivé début juillet 1943, je ne fus libéré que le 16 mai 1945. Sur les cinq du groupe, il y en a un qui est mort là-bas : il avait 26 ans. Les trois autres s'en tirèrent, comme moi. Ce qui faisait notre force, c'est qu'on était des combattants, on continuait à se battre, à résister. Moi, j'aimais bien rigoler, je remontais le moral des copains, je racontais des blagues. J'étais surnommé "Malaga" ; quand un gars perdait le moral, il y en avait toujours un qui lui disait "*Allez, viens, on va aller voir Malaga !*", et moi j'essayais de lui redonner "un peu de jus" !...

Pendant le transport de Compiègne à Buchenwald, on était une centaine dans le wagon, 14 sont morts en route. Il y avait trois curés qui risquaient d'être fusillés : on leur a donné les papiers d'identité des gars qui étaient morts. Il y a un qui était de Marseille, l'autre de Lyon et le troisième de Guéret. Je les ai revus tous les trois après la Libération. Dans le camp aussi, on a réussi à sauver des juifs en changeant leurs papiers avec ceux des morts.

A Buchenwald, on travaillait douze heures par jour dans une immense usine qui était à environ 400 mètres du camp. Je faisais des bobinages pour les V1 et les V2. Dans une autre usine, à l'intérieur du camp, d'autres faisaient le montage d'armes. On recevait des fusils de

Saint-Etienne, en pièces détachées, dans des caisses, ainsi que des mitraillettes. Une fois montés, les fusils étaient essayés dans un champ de tir à quelques kilomètres de là. Puis ils étaient démontés, nettoyés puis rangés. C'est là que les Résistants se débrouillaient pour cacher des pièces. Comme l'usine était dans le camp, les gars n'étaient pas fouillés. Les pièces étaient cachées dans les blocks, sous les lames de parquet. En 1945, quand ça commençait à tourner mal pour les Allemands, on avait déjà pas mal d'armes cachées. C'est ce qui explique qu'à Buchenwald il y avait des prisonniers qui ont participé à la Libération du camp, quand les Américains sont arrivés.

Quand les Allemands surent que la région allait être bombardée, on nous a fait sortir de l'usine et on nous a emmenés dans la forêt, à côté. Nous étions surveillés par des gardiens habillés en noir, comme les SS. C'étaient presque tous des Ukrainiens et des Polonais ainsi que quelques Yougoslaves et quelques Roumains. Il y en avait plusieurs bataillons pour surveiller le camp. Les Ukrainiens et les Polonais étaient pires que les "boches" ; on disait "les Boches" à ce moment. Pendant les bombardements, on se couchait, et pas question de se relever, car les gardiens ukrainiens étaient là, et "ta ta ta ta", le gars qui avait le malheur de se relever était abattu d'une rafale. Ils avaient peur qu'il y ait des évasions. Il y en

avait bien eu avant, mais les évadés avaient tous été repris et fusillés ou envoyés dans d'autres camps.

C'étaient des Anglais et des Français qui bombardaient : en un quart d'heure, la ville fut complètement rasée. Le camp fut épargné, sauf une seule bombe qui tomba sur le crématoire. Après ces bombardements, tout était rasé. Les soldats, les femmes et les gosses couraient dans tous les sens. Il y avait pas mal de gosses abandonnés et on s'est occupé de certains malgré qu'on tenait à peine debout. Je n'ai jamais vu tant de morts de ma vie. La ville de Weimar était à 8 kilomètres, il n'en est rien resté. Le pire, c'était Leipzig à 80 kilomètres de là, on voyait la ville qui brûlait, les flammes éclairaient tout le ciel. Les prisonniers, qu'on rencontra plus tard, nous racontèrent que la ville avait été entièrement détruite.

Tout cela est triste pour les civils, pour les enfants... mais on avait le sentiment que les Allemands le méritaient après toutes les atrocités qu'ils avaient faites. Ils ne s'étaient pas gênés pour mitrailler les civils sur les routes et pour faire des massacres partout où ils sont passés. Sans parler de ce qu'ils ont fait dans les camps. A Buchenwald, à côté du crématoire, les Américains ont trouvé des tas et des tas, des milliers de petits sacs de cendre que les nazis récupéraient pour leur industrie.

J'ai donc été libéré le 16 mai 1945 par les Américains. En fait, c'était un bataillon de Mexicains, des prisonniers de droit commun qui s'étaient engagés pour bénéficier d'une remise de peine. Alors nous, les Espagnols, on était content d'être libérés par des gars qui parlaient notre langue. C'était formidable !

Il y a des déportés – surtout des Polonais – qui se sont précipités sur la nourriture, ils ont trop mangé et en sont morts. Nous, on nous a bien soigné et habillé. On a été rapatriés à Paris en camions car les chemins de fer n'étaient plus en état de fonctionner après les bombardements. Quand je suis arrivé à Paris, je pesais 30 kilos : c'était le 25 mai 1945.

Rafael Martin
Propos recueillis
par Robert Billoux



Aspect typique d'un artilleur des milices ouvrières catalanes, en août 1936 : une silhouette qui doit beaucoup à la tenue classique du prolétariat urbain. (dessin de l'auteur).

Les Milices ouvrières catalanes en 1936

Barcelone, 19 juillet 1936. Comme dans presque toute l'Espagne, la garnison locale se soulève sous la pression des généraux putschistes. Cernés dans un dédale de rues et d'avenues hérissées de barricades, les artilleurs catalans, parfois trompés sur les objectifs réels du Prononciamento nationaliste, ne tardent pas à perdre toute cohésion. Fils du peuple, mêlés aux militants syndicalistes, ils deviendront l'épine dorsale de l'artillerie des milices ouvrières de l'été 1936.

En Catalogne, à la veille du coup d'Etat nationaliste, la situation des unités d'artillerie s'établit comme suit : La 4ème division militaire regroupe le 2ème régiment d'artillerie lourde (Gerona), le 8ème régiment d'artillerie légère (Marato) et le 2ème régiment d'artillerie de montagne (Barcelone). Un second régiment d'artillerie légère, le 7ème de Barcelone relève, pour sa part, de la 5ème région militaire.

Place forte de première importance avec Madrid, Barcelone héberge également le 2ème groupe d'information de l'artillerie ainsi que le parc de corps d'armée. Atout majeur dans le jeu des généraux factieux, cette masse importante d'hommes et de matériel (plus de 2000 soldats dont une majorité de jeunes recrues), sera lancée à l'assaut des bâtiments officiels. De son attitude dépend, en grande partie, le succès des rebelles.

Les canons de Barcelone

Sous les injonctions de ses officiers, le 7ème régiment tente, non sans résistances internes, de gagner le cœur de la cité par deux itinéraires différents. Pratiquement dépourvues d'infanterie, ces forces se heurtent rapidement aux



Un artilleur des milices catalanes, ancien métallurgiste



Gravure de l'artiste Granell, en hommage aux milices catalanes de l'été 1936.

gardes d'assaut restées fidèles au Gouvernement républicain et aux syndicalistes C.N.T. armés. Alors qu'un second combat d'artillerie s'engage à l'ouest de la ville, le 2ème régiment d'artillerie de montagne sort de la caserne des Docks avec une infanterie d'accompagnement, mais doit se replier sous la pression populaire. Vers 10 heures du matin, ce 19 juillet 1936, des signes flagrants de fléchissement apparaissent au sein de la troupe : c'est alors qu'on observe des scènes de fraternisation. Le soir, ne résiste plus que le parc d'artillerie de San Andrés, où les officiers putschistes tentent sans succès un ultime "baroud d'honneur"... Les unités stationnées à Mataro et Gerona, un instant placées en état d'alerte, basculent finalement dans le camp loyaliste. A l'échelle de la Catalogne, le soulèvement militaire est un échec cuisant.

Cependant, dans les provinces voisines d'Aragon, la situation est tout autre et de nombreuses villes de l'ouest, dont Saragosse, sont restées aux mains des militaires insurgés.

L'artillerie des Milices

Le 24 juillet, à midi, la première des milices catalanes, la célèbre colonne Durruti (C.N.T.-F.A.I.), quitte Barcelone en direction de Saragosse. L'artillerie est organisée par le sergent Manzana, membre des comités antimilitaristes de la C.N.T.. Manzana sera bientôt épaulé

par un trio de capitaines principalement occupés, dans un premier temps, à regrouper les pièces récupérées sur les unités régulières catalanes. L'ensemble est chapeauté par un responsable délégué, siégeant au Comité de Guerre de la colonne Durruti.

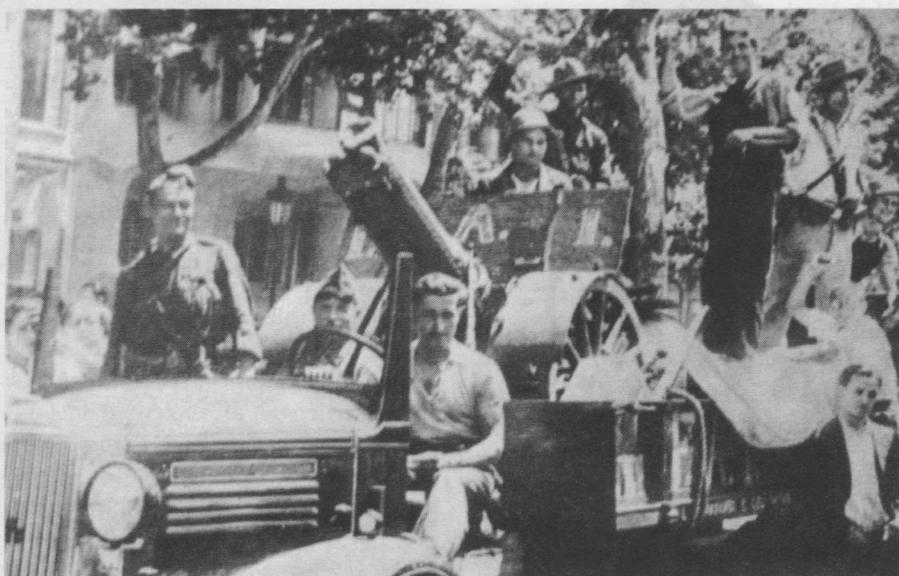
Au nord, la colonne Pirenaica, sous la direction du commandant Mariano Bueno, avance en direction de Huesca. Cette unité comprend environ 1500 miliciens et deux batteries de 105 de six à huit pièces. Plus au sud, une formation équivalente du Parti Socialiste Unifié de Catalogne tente de déployer ses trois batteries d'artillerie improvisées. En fait, chacune des nombreuses colonnes s'ingénie à regrouper ses pièces d'artillerie en une formation cohérente.

Pourtant de nombreux problèmes subsistent.



Fabrication d'obus dans une usine socialisée de Barcelone. Été 1936.

A la suite de l'échec du soulèvement militaire, la plupart des officiers d'artillerie parfaitement conscients de leur potentiel technique (1), est en fuite. D'autre sont emprisonnés ou abattus (s'ils ont participé activement au coup d'Etat). Les quelques officiers loyaux ont, de toute façon, perdu la confiance des recrues et il n'est alors pas rare de voir un sergent propulsé à la tête d'une batterie (2). Les équipes de pièces, disloquées lors des combats urbains, sont complétées par des volontaires enthousiastes mais dépourvus des connaissances les plus élémentaires nécessaires au maniement d'armes aussi complexes. Dans des cas extrêmes, l'absence de pointeur peut se révéler dramatique et aboutir à un gaspillage important de munitions. Mais les tirs, même approximatifs, concourent cependant à soutenir le moral des miliciens.



Départ d'une pièce d'artillerie en direction de Saragosse, juillet 1936. L'obusier est servi par des membres de la F.A.I. de Barcelone, mêlés à des artilleurs.

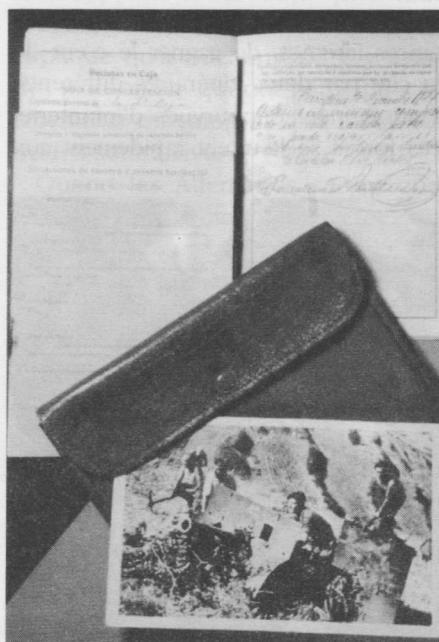
Plus grave peut-être, les projectiles trop souvent périmés sont en nombre toujours insuffisant. Quant aux équipes de pièces, manquant du matériel d'optique et de mesure le plus élémentaire (lunettes, jumelles, niveau de pointage...), elles suivent les évolutions du front sur des cartes Michelin, fort répandues en Espagne à cette époque.

Dans ces conditions, l'artillerie des milices ne pouvait être que d'une efficacité restreinte, du moins dans un premier temps. Durant les mois qui suivi-

rent, ces ouvriers, profondément antimilitaristes pour la plupart, montreront cependant qu'ils sont capable de riposter efficacement au pilonnage nationaliste. Cette performance sera redue possible grâce aux prouesses de l'industrie catalane, associées à une expérience toujours chèrement acquise sur le terrain.

Ces formations avaient hérité en fait de l'équipement totalement obsolète de l'ancienne armée, simple instrument de police intérieure et siège d'une gabegie inimaginable. La dotation comprenait principalement de vieux obusiers Schneider de 155 et des canons de 75 de même origine. Quant aux servants, vêtus de combinaisons "mono" et chaussés d'espadrilles, ils ne se distinguent guère, en cet été 1936, de la grande masse des miliciens : le peuple en armes.

Cyril LE TALLEC



Sur un fond de brochure CNT-FAI nous observons, de haut en bas : un livret réglementaire d'artilleur catalan, des feuillets de concentration et de mobilisation, un porte-document et une carte postale de propagande éditée par la Generalitat de Catalunya. La scène se situe sur le front de Huesca. (Coll. de l'auteur).

NOTES :

(1) Les officiers d'artillerie espagnols et les ingénieurs militaires se veulent membre d'une "élite", laquelle serait injustement délaissée par le pouvoir au profit de l'infanterie engagée au Maroc. M.Alpert note ainsi qu' "en juin 1926, les officiers d'artillerie se déclarèrent en grève. Près de 2000 officiers y prirent part et furent privés d'emploi et de solde jusqu'en décembre. En janvier 1929, une importante rébellion fut réprimée (...). Les peines seront sévères et l'académie d'artillerie de Segovia sera fermée" (El ejército republicano en la guerra civil, Ediciones Ruedo ibérico, p. 7).

(2) Ce rôle est théoriquement dévolu à un capitaine. En Espagne, le sergent commande habituellement une seule pièce.



L'organisation des amicales des Auvergnats de Paris*

* Extrait du mémoire : "Les Amicales des Auvergnats de Paris entre les deux guerres" – Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne – CRHMSS Centre de Recherches d'Histoire des Mouvements Sociaux et du Syndicalisme.

Le fondateur du journal *L'Auvergnat de Paris*.

Au printemps 1840, Théodore ODOUL, avocat à la Cour Royale de Paris et rédacteur à *La revue d'Auvergne* est le témoin des premières migrations d'Auvergnats vers la capitale :

"...en voyant revenir en carrosse ceux qui étaient partis en sabots, les montagnards éblouis se ruèrent par masse sur la grande route..."

En effet, c'est souvent à pied que ces humbles paysans quittent les hautes terres du Massif Central qui ne peuvent plus les nourrir, et tentent une héroïque "descente" vers Paris.

Quelques-uns reviennent déjà au Pays fortune faite, ainsi le mythe de la ville nourricière, de la ville prodigue s'installe dans leur cœur. C'est le début d'un extraordinaire mouvement régionaliste. Les débuts sont pourtant difficiles... Brutalement plongés dans le ventre de la grande ville et traités en parias, éloignés de

leurs repères géographiques, affectifs et professionnels, certains connaissent rapidement l'échec. D'autres s'acharnent, deviennent ferrailleurs, frotteurs de parquets, laitiers nourrisseurs dans les vacheries parisiennes, porteurs d'eau dans les immeubles bourgeois ou "bournats" dans de petits commerces de "Vins-Bois-Charbons". Mais tous gardent au fond d'eux-mêmes l'espoir secret d'un retour prochain au Pays...

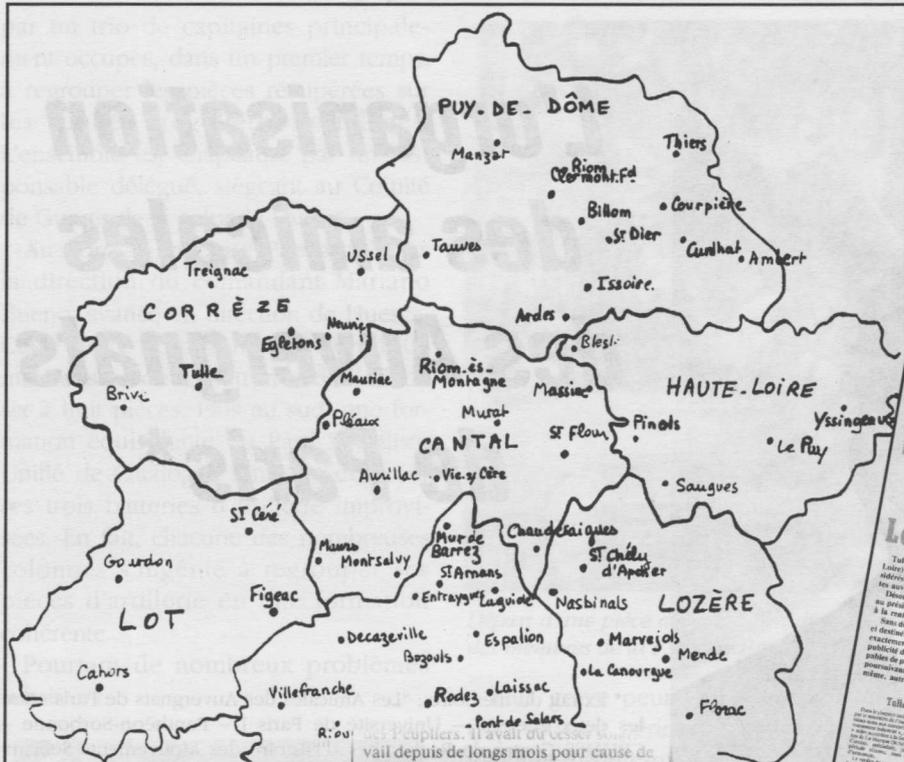
Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, de grandes familles, issues de la noblesse ou de la haute bourgeoisie d'Auvergne décident d'organiser la défense de la colonie auvergnate de Paris. Des groupements tels *L'Association Corrèzienne*, *L'Association Lozérienne*, *L'Aveyronnaise*, *La Société des Originaires du Lot*, se créent entre 1870 et 1900. Ils tentent d'apporter à ces malheureux une aide morale ou financière, de faciliter leur placement ou de s'occuper de leur rapatriement en cas de maladie ou

d'échec. Cependant, ce petit peuple besogneux ne se reconnaît pas au sein de ce monde élégant qui réunit une élite politique, littéraire ou artistique au cours de dîners mensuels et c'est plutôt une conscience collective d'appartenance à un groupe émigré qui conduit ces hommes à établir un mode particulier de relations sociales : les amicales.

Les premières d'entre elles s'organisent vers 1900. Elles ont immédiatement un porte parole : le journal "*L'Auvergnat de Paris*" créé le 14 juillet 1882 par Louis Bonnet, journaliste issu d'une famille bourgeoise d'Aurillac et fondateur en 1886 de "l'Association Auvergnate" devenue en 1887 "La Ligue Auvergnate".

Ce Cantalien, au tempérament batailleur sera, sa vie durant, l'ardent défenseur des compatriotes originaires des 7 départements du Centre : l'Aveyron, la Lozère, le Lot, le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire et le Cantal qui en est bien évidemment le cœur.

Les sept pays ou "L'Auvergne de Louis Bonnet"



... d'etalage, d'un...
 ... environ 30 000 F, qua...
 ... de famille clermontois...
 ... interpellées par les policiers...
 ... et seront convoquées par le...
 ... 50... d'Aurillac pour répondre de...
 ... actes.
 ... Depuis le 1^{er} octobre, Raoul Sei...
 ... est le premier conciliateur nommé...
 ... le département du Cantal, où ses...
 ... compétences s'exerceront sur les quatre...
 ... cantons d'Aurillac et celui d'Arpajon.
 ... — Yvon Bec, maire d'Aurillac, a...
 ... été officiellement, à la maison...
 ... accueil de Limagne, l'opération...
 ... du 26 octobre de la flamboyance qui...
 ... au 26 octobre, permettra de sou...
 ... personnes âgées dans leur com...
 ... l'exclusion.
 ... de René Souchon,
 ... Alain Coustin a repris...
 ... au sein du conseil...
 ... quant que le...
 ... clair-

... l'Épiciers. Il avait du ves...
 ... vail depuis de longs mois pour cause de...
 ... maladie.
 ... — Le quinzaine au profit du club du 3^e
 ... âge aura lieu le 15 octobre en matinée.
 ... — Des travaux sont en cours dans la...
 ... rue des Myosotis pour améliorer la...
 ... voirie.
 ... — M. Fernandez est venu habiter...
 ... définitivement sa maison, rue des Vio...
 ... lettes. Il a effectué quelques travaux...
 ... d'aménagement extérieur.
 ... — M. Pierre Cazal, récemment ho...
 ... spitalisé, a pu regagner son domicile.
 ... ● **LACAPELLE-VIESCAMP.** — Acci...
 ... dent de voiture entre Mme Jean-Louis...
 ... Marchal et M. Gauthier, de Radio Jor...
 ... danne, au lieu dit "Carguiane", au...
 ... dessus de Jallès, route d'Aurillac. La...
 ... voiture de Mme Marchal sera probable...
 ... ment inutilisable.
 ... ● **LAROQUEBROU.** — Spectaculaire...
 ... accident, heureusement sans gravité, sur...
 ... la route d'Arnac. Un automobiliste a...
 ... perdu le contrôle de son véhicule, sans...
 ... doute à cause de la chaussée mouillée...
 ... et a terminé sa course dans un fossé pro-

... Fournier...
 ... hôpital à la...
 ... — Le remp...
 ... trique de la Mial...
 ... — François Flage...
 ... Chine.
 ... — M. Andrieux (de Na...
 ... passer l'hiver à Riom.
 ... ● **MARCOLES.** — Décès :...
 ... Suc, née Vaux, 61 ans, des si...
 ... longue et douloureuse mala...
 ... geusement supportée.
 ... ● **MASSIAC.** — Alain Marle...
 ... et conseiller général de M...
 ... annoncé la construction d'un...
 ... turel régional dans notre vil...
 ... — La paroisse de Massiac...
 ... lir régulièrement des stat...
 ... de plusieurs vierges du...
 ... dans le cadre d'un...
 ... marial », parti de...
 ... en-Velay.
 ... — I...

"L'Auvergne de Louis Bonnet" débordé largement les limites de l'Auvergne historique mais répond à un souci d'union en vue d'une confédération auvergnate. Cependant les Auvergnats sont nombreux à refuser leur inféodation à un vaste regroupement et ils décident de créer ces sociétés amicales plus conviviales, par communes ou par cantons d'origine.

Le mouvement amicaliste s'organise rapidement. Les premières rencontres se font dans les cafés des compatriotes, le dimanche, à l'issue d'une longue semaine de labeur. On s'y retrouve pour trinquer, danser et parler du Pays et bientôt pour décider du nom de l'amicale et élire les membres du bureau.

La première guerre va entraîner leur "mise en sommeil". Mais dès

1919, le mouvement se reconstruit, les anciennes amicales renaissent, d'autres se créent. L'entre-deux-guerres constitue l'âge d'or de l'amicalisme auvergnat. Le massif de l'Aubrac est le plus grand réservoir d'amicales parisiennes, cette concentration est le reflet de l'émigration locale au début du cycle migratoire.

L'Aveyron compte 41 amicales en 1919, et 99 en 1939. Les 7 départements totalisent environ 213 amicales à la veille de la seconde guerre mondiale. C'est un mouvement régionaliste d'une ampleur sans égal qui marque son empreinte dans la capitale.

Le recrutement socio-professionnel des adhérents permet d'établir une typologie des amicales. On distingue d'abord les amicales "bougnales" et "limonadières" où domine une majo-

rité de commerçants en Vins-Bois-Charbons. Elles représentent les 2/3 du monde amicaliste parisien et coexistent dans l'entre-deux-guerres car dans de nombreux cas le petit bougnat est en passe de devenir grand limonadier.

Des amicales que l'on peut qualifier d'élitistes se constituent au niveau départemental. Leurs membres se recrutent parmi les hauts-fonctionnaires, les cadres supérieurs ou les professions libérales. C'est le cas de l'Aveyronnaise, de La Diane du Quercy, de La Soupe aux Choux. Elles organisent de grands galas, des soirées littéraires ou artistiques ainsi que des banquets somptueux présidés par des parlementaires ou autres personnalités représentatives de la réussite de la colonie.

Enfin, des amicales plus thématiques se proposent de se grouper par affinités culturelles, sportives, ou politiques. **La Veillée d'Auvergne** est une société artistique et littéraire, **La Bourrée**, une société folklorique dont le but est de conserver et remettre en valeur le patrimoine artistique du Massif Central, **Le Cercle Républicain des Corrèziens de Paris** a, quant à lui une coloration plutôt politique. De même des sections sportives se développent au sein de la Solidarité Aveyronnaise ou de la Ligue Auvergnate.

Des associations philanthropiques

Toutes les amicales ont un point commun c'est l'esprit de solidarité qui les anime.

Dès leur création, elles se préoccupent de fournir des adresses à tous ceux qui arrivent afin de les loger ou de leur trouver du travail. Elles sont les meilleures filières d'intégration, elles opèrent en collaboration avec le journal *L'auvergnat de Paris* qui met en place dès 1919 un système de services gratuits pour ses abonnés notamment un bureau de placement. Les compatriotes déjà installés sont invités à faire connaître leur besoin en personnel. Les offres d'emploi pour les hommes sont essentiellement des places d'hommes de peine, garçons livreurs, garçons de café et pour les jeunes femmes, de filles de salle ou de comptoir ou bien encore employées de maison bourgeoise.

L'adhésion à l'amicale de sa commune permet aussi de bénéficier d'appuis immédiats pour une embauche rapide ou pour une aide financière. Celle-ci doit cependant rester exceptionnelle et elle se fera toujours dans la plus grande discrétion après avis des membres du bureau.

La solidarité des amicales s'exerce aussi à l'égard de ceux que la première guerre a plongé dans le malheur, en particulier les veuves et les orphelins pour lesquels elles faci-

litent les démarches administratives en vue d'une indemnisation. De même, en cas de décès d'un sociétaire, les amicales offrent une couronne mortuaire et la présence des compatriotes aux obsèques perpétue la tradition villageoise et procure le plus grand réconfort pour la famille du défunt.

En 1940, beaucoup d'entre elles envoient des colis aux sociétaires mobilisés, elles s'efforcent encore de rassembler, de réconforter, de maintenir les liens et de porter l'espoir.

Vers les années 1925, lorsque les membres de la communauté sont intégrés à la société parisienne et connaissent enfin une certaine aisance matérielle, les amicales apportent leur soutien à leur "petite patrie" : elles multiplient les dons et les aides ponctuelles aux écoliers reçus au certificat d'études - on s'en doute de futurs migrants -, aux sœurs gardes-malades, aux personnes âgées ou encore au curé du village pour la réfection de l'église...

Le temps est venu pour les amicales d'affirmer leur pouvoir et de s'implanter solidement dans la capitale.

Des associations puissantes

Les amicales veillent à entretenir des relations privilégiées avec les candidats aux fonctions électives à Paris ou au Pays et ceux-ci sont bien conscients de la force électorale que ces groupements régionalistes représentent. Après avoir accordé des appuis affectifs et électoraux ils espèrent bien un juste retour des faveurs et, banquets et fêtes sont de merveilleuses occasions d'établir des relations de clientèle. Invités et inviteurs ne négligent pas les enjeux politico-économiques.

Dès 1920, les parlementaires sont nombreux à accepter la présidence d'honneur lors des banquets annuels. En 1931-33, c'est une véritable pépinière d'élus qui s'associe à la vie amicaliste de la colonie auvergnate de Paris. La fierté de la communauté est à son comble lorsqu'un



Louis Bonnet (fils) qui dirige l'Auvergnat de Paris entre les deux guerres.

compatriote cantalien Paul Doumer est élu Président de la République le 13 mai 1931.

Sur le plan économique, les amicales constituent une clientèle importante pour les salons parisiens qui organisent leurs agapes annuelles. De 400 à 1 500 convives se retrouvent au Salon des Familles, Avenue de St Mandé, aux Salons Gillet, Porte Maillot. De grandes firmes commerciales alimentent les tombolas afin de se faire un peu de publicité.

La vente de fonds de commerce entretient aussi un important mouvement d'affaires autour de cette colonie dont l'influence ne cesse de croître.

La structure amicaliste a permis non seulement à une culture régionale d'émerger à Paris mais a également encouragé une volonté de puissance collective et contribué à la création d'un réseau serré de relations "utiles", engendrant par là même un processus de dynamique sociale, d'émulation par la réussite. Fini le complexe d'infériorité du migrant auvergnat. Son courage, son sens des affaires l'ont conduit parfois dans une direction opposée, celle d'un complexe de supériorité!...

Michèle Servol

3^{me} FRONT REVOLUTIONNAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 352. JEUDI 30 OCTOBRE 1952. LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1935 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

Solidarité ouvrière avec les forces du Vietminh

Nous lançons la semaine passée cet appel aux travailleurs... La guerre de l'indépendance nationale. La guerre de classes, continue ».

Il convient de donner tout son contenu à cette formule, de montrer que le 3^e Front est l'expression actuelle de l'internationalisme prolétarien, donc de la guerre des classes.

Sans doute, la guerre des classes signifie toujours la même profonde scission de la société d'exploitation entre possédants-dirigeants et prolétaires. Sans doute, de ce point de vue général, l'impérialisme est un et la lutte est une, et ne pourra se terminer que par la révolution sociale. Capitalisme de monopoles ici, capitalisme « dirigé » là, capitalisme d'Etat ou bureaucratie militaire, ne sont que des aspects divers d'une même réalité profonde.

Mais, d'une part, le développement de l'Etat en rapport avec les évolutions et les transformations du capitalisme, Etat devenant de plus en plus une force en soi, un Etat-classe en quelque sorte, d'autre part les conditions historiques, économiques, géographiques de l'existence et du développement des Etats capitalistes et de l'empire de Staline, on fait que le phénomène impérialiste se présente de nos jours sous la forme de deux blocs se partageant le monde et se préparant à la guerre.

S'opposant au choix d'un des deux camps, l'internationalisme prolétarien devait nécessairement s'exprimer sous la forme de l'existence d'un troisième camp, donc d'un combat sur un 3^e Front, non pas le front du capitalisme relativement traditionnel des U.S.A., non pas le front du capitalisme d'Etat de l'U.R.S.S., mais le front des travailleurs du monde.

Guerre de classes s'opposant aux guerres pour les indépendances nationales ou pour telle ou telle forme d'exploitation, l'indépendance nationale substituant aux lettres « horizontales » d'un bloc d'Etats contre un autre, une lutte « verticale » de tous les opprimés contre tous les oppresseurs.

Sans doute l'internationalisme prolétarien semble-t-il en régression, sans

prover la puissante résistance du prolétariat indochinois.

Mais les gouvernements et la presse aux ordres la vérité, plus ou moins tard, apparaît. Aucune armée d'occupation ne peut résister à la lutte héroïque, à l'élan profond d'un prolétariat qui combat pour sa liberté et veut se dégager de la tutelle coloniale.

Il est si facile de camoufler le débat par la faide apportée à Ho Chi Minh de l'U.R.S.S. et de la Chine. Et les 800 milliards demandés par les U.S.A. (chiffres avoués par V. Auriol) pour aider à poursuivre la guerre en Indochine seraient-ils moins meurtriers ?

Un tiers de l'Indochine est presque libéré. Hanoi sera bientôt encerclé.

Nous savons pertinemment que le gouvernement français, dans sa rage meurtrière, n'hésitera nullement à faire bombarder cette ville s'il est obligé de l'évacuer, et l'on nous parlera à cette occasion des nécessités et des obligations de la guerre. Il pourrait y être aidé par le gouvernement U.S.A., très expert. Les villes de Hiroshima et Nagasaki, assez proches, en sont le témoignage.

Et l'on repare de négociations de paix en Indochine.

Ho Chi Minh, représentant des aspirations du prolétariat indochinois, doit refuser toute négociation avec les représentants du colonialisme français.

Même s'il y était poussé par l'U.R.S.S. et la Chine, il ne pourrait encore que s'y refuser. Le contrat serait un acte de trahison vis-à-vis de la classe ouvrière indochinoise.

Nous mettons de nouveau en garde le prolétariat indochinois contre tout pourparler, toute négociation, toute proposition de paix anticipée.

On ne parle pas avec un ne négocie pas avec des fraudeurs, avec ceux qui ont renié les promesses de leurs discours.

Pas de pacifisme sentimental. La lutte doit continuer jusqu'au départ de gré ou de force du dernier colonialiste, du dernier soldat étranger en territoire indochinois. L'aspirer de la liberté et de l'indépendance de la classe ouvrière indochinoise est à ce prix.

La reconquête de l'Indochine par le prolétariat français n'aura pas lieu.

Les seuls intérêts de la classe ouvrière française en Indochine sont de s'unir fraternellement avec la classe ouvrière indochinoise contre le

DANS TOUTE RÉFORME FISCALE

Les travailleurs paieront toujours...

Les exploiters de tous poils, les industriels, les propriétaires, les commerçants gros et petits l'attendront cette réforme fiscale. Chacun comptait bien un petit dégrèvement au détriment de ses congénères bien sûr, car dans ce domaine chacun se prend pour victime.

Que toute cette triboulerie se soit fait quelques illusions sur la conception gouvernementale de la péréquation de l'impôt ou le comprend. On sait très bien qu'à chacun de ces lacars l'impôt apporte une complication comptable et pratique, dont il ne demande qu'à charger son voisin. On n'a pas toujours à sa disposition le nombre idéal d'exploités ou de clients à qui on peut repasser l'intégralité de ses impôts tout en maintenant d'appréciables profits.

Mais où les illusions ne sont plus permises c'est chez des organismes ou des partis dits « ouvriers ». Certains d'entre eux affectaient, il y a quelques jours encore, attendre beaucoup pour les salariés d'une réforme fiscale.

Il ressort du projet de réforme fiscale sorti du Conseil des ministres mercredi dernier qu'il y a état quo sur les salaires. Certains « défenseurs » de la classe ouvrière vont même à l'insurser contre le statu quo et estiment que certains salariés méritent un plus large dégrèvement, qu'il faut faire payer les riches...

Nous ne voyons pas comment on peut payer les riches... Mais est-ce que nous ne payons pas d'impôts significatifs pour les travailleurs que ce serait les exploiters de la production et de la distribution qui paieraient ?

Non, pour les travailleurs, pour tous les salariés qu'il y ait impôt ou qu'il n'y ait pas d'impôts dans leur compte ils sont assurés de payer la note quand même.

Pour les travailleurs le problème ne se situe donc pas sur le plan fiscal. Que demain les salaires soient entièrement exonérés d'impôts nous n'ignorons pas que c'est dans les mains du commerçant collecteur d'impôt que nous verserions ce que nous verserions hier dans les mains du percepteur.

Actuellement on peut dire que ce sont les travailleurs réguliers ne gagnant pas le minimum imposable qui paient le plus d'impôts, aussi paradoxal que cela puisse paraître.

L'INTERNATIONALE (sans) SOCIALISTE Après le Congrès des larbins du capitalisme

Le deuxième congrès de l'Internationale socialiste vient de se tenir à Milan. La social-démocratie internationale

LES ANARCHISTES ET LA GUERRE D'INDOCHINE

Le 2 décembre 1945, les militants anarchistes lors de la Conférence Nationale adoptent une résolution sur la guerre :

« La Fédération anarchiste affirme que la guerre n'est pas une fatalité, que le désarmement des esprits est une des conditions indispensables à la paix et à la solidarité humaine ; qu'il est indispensable de rejeter toute idéologie belliciste - quelle qu'en soit l'étiquette employée comme prétexte par les dirigeants, seuls bénéficiaires des conflits internationaux. (1) »

Et sur le colonialisme, où ils :

« s'indignent que, six mois après la cessation complète des hostilités, des troupes appartenant à des gouvernements signataires de la Charte de l'Atlantique continuent à massacrer des populations soulevées pour défendre leur indépendance. (2) »

Ces proclamations donnent la mesure de ce que peuvent être les campagnes et les prises de positions du mouvement libertaire durant le cours de l'année 1945. Ainsi dès les prodromes de la guerre d'Indochine, ils vont exposer leur vision de la guerre.

La première proclamation d'indépendance du Viêt-nam, imposée par les Japonais, le 11 mars 1945, n'a guère provoqué de réaction. Cependant, quelques semaines plus tard ceux-ci commencent à s'inquiéter de la situation indochinoise et s'en prennent aux milieux d'affaires (3), qui sont à leur avis les responsables des événements. L'arrivée du corps expéditionnaire suscite alors de



Octobre 1945, en instance de départ pour l'Indochine, le général Salan.

vives réactions. Les responsables de cette guerre naissante sont clairement désignés : les banquiers, à qui l'armée sert de relais pour maintenir pouvoir et domination économique. En toute logique le *Libertaire* titre : « L'Indochine, bataille du capitalisme » :

« La France capitaliste a un besoin de plus en plus pressant de prolétaires annamites et d'un réservoir en vue de la prochaine course ; c'est pour elle une question de vie ou de mort. Et c'est pour remettre cette nation en esclavage que les Leclerc et les Argénieux sont là-bas. (4) »

La question de la guerre est posée dans le cadre d'une lutte du capitalisme contre les peuples révoltés, pour les anarchistes l'orientation politique du gouvernement importe peu :

« Il leur [la gauche] faut aujourd'hui, soutenir ce colonialisme, qui n'est qu'un des aspects de l'impérialisme du Capital. On se bat pour acquérir ou conserver des richesses de tous ordres - débouchés, nouvelles sources de matières premières, main d'œuvre à bon marché, etc... dont les peuples coloniaux font les frais. (5) »

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 15 JUILLET 1954
Cinquante-sixième année. — N° 393
Le numéro : 20 francs

Fondé en 1885 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10^e)
G.G.P. B. ZOUJIN — PARIS 103-26
SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

ABONNEMENTS
FRANCE-OCÉANES : 52 N° : 1.000 fr.
26 N° : 500 fr. ; 52 N° : 1.000 fr.
AUTRES PAYS : 52 N° : 1.200 fr.
26 N° : 600 fr.
Pour tout changement d'adresse, s'adresser au rédacteur en chef.

PAIX EN INDOCHINE et retrait inconditionnel du corps expéditionnaire NE PEUVENT ÊTRE QU'UN MÊME MOT D'ORDRE

UNE nouvelle fois nous avions vu dans le précédent numéro de *Libertaire* à dire que Mendès-France venait d'être élu sur la scène indochinoise, élu avec l'appui des voix des députés staliniens, nous disions : « La paix telle que la concevait actuellement, tant la bourgeoisie française que la bureaucratie stalinienne est par conséquent la direction du PCF ne fait que sauvegarder les intérêts de cette bourgeoisie française. Par la suite, l'impérialisme français assure ce qu'il peut encore sauver, c'est-à-dire qu'il conserve les régions les plus riches ou sont investis ses capitaux. Une des conséquences des valeurs indochinoises à l'accession de Mendès-France au pouvoir ». Nous disions encore : « C'est dans le seul but de détacher la bourgeoisie française du bloc américain que Hô-Chi-Minh, que Hô-Chi-Minh, nous disions que la France a des intérêts nationaux à défendre en Indochine. Les événements qui viennent de se produire dans le delta tonkinois con-

devenir bientôt des millions d'ouï-conchira à l'abbatru, suivis de tous les travailleurs, pour la plus grande gloire des impérialismes ?
Nous avons toujours appris, pour notre part, que le système capitaliste engendre de lui-même les guerres impérialistes, les guerres fratricides prolétaires contre prolétaires et que la seule méthode pour détruire la guerre consiste à en détruire les causes, c'est-à-dire le système capitaliste lui-même.

ces françaises de suspendre le Vietnam. Il y a plus d'un mois que l'enferme dans tous les journaux de ce regroupement. Et il serait pour le moins étonnant qu'Hô-Chi-Minh n'ait pas été renvoyé des décisions de l'Etat-Major français.

L'explication est beaucoup plus simple : Moscou et Pékin ont obligé Hô-Chi-Minh à mélanger le corps expéditionnaire, car si ce dernier avait été détruit, la rupture entre le Kremlin et

Nous

Mendès

NOUS avec il y a vie de la France, nous la

Ceux qui haussent nos exaspération journal de réactions, seuls, dans

Sur le plan national, nous ne pouvons que nous enorgueillir du matériel qui des mesures prévues Nationales et tout les mesures renforcement du et surtout appeler le renforcement du Nord. Nous Laniel aurait-il fait malades pour et avec l'accord de faire valoir notre de la Cochine, mais une l'ontanisme français de la Cochine. La montée en

Présence de la F. C. L.



Pour les révolutionnaires indochinois, le mot d'ordre doit toujours être Rejetons le corps expéditionnaire à la mer !
Pour les travailleurs français : Retrait inconditionnel du corps expéditionnaire !
P. PHILIPPE

Le colonialisme masquant les contradictions internes dont le capitalisme devrait logiquement mourir. (18)»

Cette position marque une étape, la première moitié de l'année 1948 ne voit plus les militants prendre de position ; ceux-ci se préoccupent beaucoup plus des élections en Algérie, des questions syndicales et des conflits sociaux.

La fin du tripartisme marque le retour du Parti communiste dans l'opposition. Une partie de l'opinion, qui suit les slogans du PCF, bascule en faveur de l'indépendance pour les Indochinois (19). Les slogans lancés par le PCF sur la « sale guerre, injuste et réactionnaire (20) », pénètrent dans la population, qui cependant dans sa grande majorité, reste indifférente aux événements indochinois. Les anarchistes doivent faire face à ces nouvelles données, qui n'entraînent pas de changement dans leur attitude. Ils continuent de protester contre la guerre, développant l'argumentation du coup financier de la guerre : « L'Indochine nous coûte cette année plus de cinquante milliards ». (21)

Ils tentent dans les syndicats — mais est-ce que cette action relève d'une initiative individuelle ou de l'ensemble des organisations ? — de préparer une contre-offensive face à l'action du Parti communiste, qui

cherche à conquérir le monopole de la lutte contre la guerre d'Indochine (22). Le coût humain de la guerre reste, bien évidemment, condamné :

« Nous pouvons sans exagération affirmer qu'au moins 100.000 victimes ont déjà payé tribut à la sauvagerie bureaucratiste... Il n'y a plus en France que les fous, les traîneurs de sabres et les politiciens pour accepter la guerre d'Indochine. (23)»

Ces mots d'ordre ont aussi une valeur interne propre à la propagande libertaire : ceux-ci offrent, pensent-ils, la possibilité de :

« prouver [aux ouvriers] son caractère d'avant garde, démontrer sa fonction de conscience pour le prolétariat, d'affirmer son rôle d'élément permanent de la révolution sociale. (24)»

La fréquence des interventions et des mots d'ordre, dans la presse libertaire, pour l'arrêt de la guerre d'Indochine stagne entre une et deux interventions par mois, non pas en fonction des événements en Indochine, mais, en raison des outils classiques de la propagande libertaire, antimilitariste, anticapitaliste et anticolonialiste. Les thèmes utilisés restent identiques, boycott des armes, arrêt des hostilités, cessez le feu (25), abandon immédiat de l'Indochine et dénonciation systématique des massacres :

« la guerre est une criminelle absurdité génératrice d'un nombre infini de saloperies. (26)»

Cette théorie de la troisième force s'esquisse durant l'année 1947, et plus encore lors de la guerre de Corée. Un nouvel axe de propagande se développe. La Guerre Froide traverse les débats internes du mouvement anarchiste ; il tente d'apporter une réponse aux conceptions bipolaires du monde. Par peur d'être la caution de l'un des blocs, ils déclarent :

« Tandis que les blocs Anglo-Saxon et russe enrégimentent les mouvements ouvriers, l'Internationale anarchiste organise la troisième force... Travailleurs, nous ne serons ni les Sénégalais de Staline, ni les Sénégalais de Truman. Nous chasserons des mouvements ouvriers les mercenaires de Wall-Street et du Kremlin. (27)»

Cette idée du « ni Staline, ni Truman » a des origines communes à l'ensemble de l'extrême gauche qu'ils soient militants du noyau de la *Révolution prolétarienne* ou du groupe *Socialisme ou Barbarie*, tous déclarent que la politique du ni-ni reste celle qui fera le mieux progresser le mieux l'idéal du mouvement ouvrier non stalinien. Dans le mouvement libertaire cette idée s'explique a fortiori puisqu'ils ne choisissent pas entre les Etats démocratiques ou totalitaires. Ce refus de trancher entre les deux camps s'accroît, encore, avec la prise du contrôle d'une tendance sur la FA. Dans le cadre du conflit indochinois, cette dernière va pousser son raisonnement à l'extrême, utilisant notamment les écrits de l'ultra gauche allemande (28). Tout en conservant les thèses précédemment définies :

« Il faudra de gré ou de force, envisager le retrait des troupes françaises... Plus que jamais doit être répandu le mot d'ordre : pas un sou, pas une heure de travail, pas un homme pour la guerre d'Indochine. (29)»

Au fur et à mesure les libertaires de la FCL durcissent leurs positions, entraînant dans leur sillage une partie du mouvement. Ils demandent à l'unisson la négociation avec Hô-Chi-Minh (30). Le discours évolue vers des titres tels que ceux-ci :

“Solidarité ouvrière avec le Viêt-minh”; “Vive la lutte du prolétariat indochinois (31)” et chaque article répète :

“Aucune armée d'occupation ne peut résister à la lutte héroïque, à l'élan profond d'un prolétariat qui combat pour sa liberté et veut se dégager de la tutelle colonialiste... La reconquête de l'Indochine par les capitalistes n'aura pas lieu. (32)”

La théorie du troisième front va se transformer en des proclamations incessantes de soutien au Viêt-minh. Ils développent et soutiennent la thèse Viêt-minh que Bao Daï est un pantin des occidentaux. A chaque négociation, *Le Libertaire* ponctue ses articles et slogans par une demande de départ du corps expéditionnaire, et les débats de l'Assemblée Nationale sont utilisés comme la preuve que les politiques et les banquiers veulent continuer la guerre à tout prix. Ils inventent parfois des faits qui n'existent point et se créent un imaginaire déconnecté de la réalité et de la situation politique dans lequel ils inventent des masses militantes qui suivent les mouvements de protestation contre la guerre :

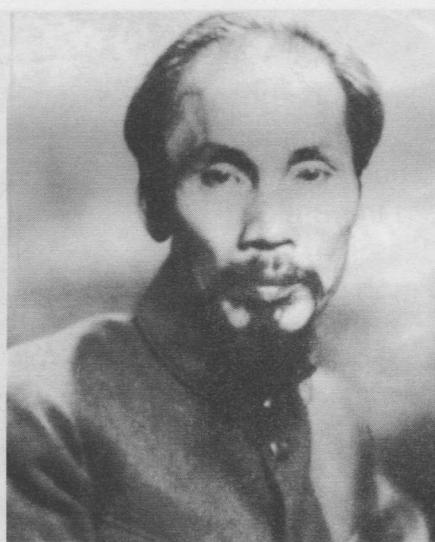
“Le gouvernement devant la pression populaire doit faire montre de plus en plus de pacifisme et Laniel doit envisager la négociation refusée depuis huit ans (33).”

Les autres courants du mouvement libertaire affichent, peut-être, des déclarations plus nuancées, mais n'en tiennent pas moins, sur le fond, le même discours :

“Dans les guerres colonialistes, nous refusons de nous laisser aveugler par les paravents humanitaires dont les banques et leurs clients masquent leurs entreprises... Nous rappelons que la démocratie affirme “qu'on apporte pas la liberté avec des baïonnettes”. (34)”

Ils expliquent que la perte de quelques intérêts financiers est bien moins grave que la mort d'un homme (35). Les slogans restent identiques jusqu'à la fin de la guerre, retrait du corps expéditionnaire, indépendance immédiate sans condition. L'arrivée des américains provoque un déferlement de colère *Le Libertaire* ira même jusqu'à titrer :

“Guerre de classe en Indochine comme en Espagne en 1936. Après



Ho Chi Minh.

l'aviation, l'infanterie américaine assassinera-t-elle le prolétariat indochinois (36).”

Le discours pacifiste de la tradition libertaire est complètement abandonné par la FCL, alors que les autres groupes maintiennent, au contraire, cette orientation (37).

La fin de la guerre n'apporte pas de modifications quant aux attitudes des anarchistes. Sans information réelle de ce qui se passe sur le terrain, ils tiennent un discours surdéterminé affirmant, certes, avec force leurs convictions, mais sans réelles innovations dans la pensée et dans l'analyse. Bien que certains militants se soient interrogés sur l'avenir de

l'Indochine libérée du joug coloniale.

La direction de l'insurrection indochinoise par Ho Chi Minh est, dès les premiers temps de la guerre, à l'origine des interrogations et surtout d'une grande méfiance à l'égard des insurgés. En effet, pour les anarchistes, Ho Chi Minh n'est pas un inconnu, son passage par le Parti communiste et son rôle dans les instances du Komintern est longuement commenté (38). C'est surtout la conduite de ce dernier dans l'insurrection vietnamienne, qui va provoquer la réprobation immédiate de certains militants. Ainsi, on peut noter qu'insidieusement, au cours de l'un de ses nombreux articles, Louis Mercier Véga s'interroge :

“Les partisans de formules pseudo-scientifiques peuvent théoriser sur la signification de la guerre indochinoise et appeler les Annamites à participer à la “guerre d'indépendance”, qui fera d'eux une colonie russe, leurs propres militants ont été assassinés par les dirigeants Vietnamiens. (39)”

Mais, c'est surtout au cours de l'année 1950, que certains libertaires vont remettre en cause la légitimité Ho Chi Minh. Ainsi, Guy Vinatrel écrit et reproche à la *Révolution prolétarienne* (40) de soutenir les communistes indochinois :

«... J'ai malheureusement l'habitude d'appeler un chat un chat et Ho Chi Minh un stalinien... Et je ne suis

Rassemblement de prisonniers dans un village.





La terreur vient du ciel.

pas encore arrivé à comprendre comment un stalinien peut être un champion du progrès en Indochine et un ennemi de la liberté en Bulgarie, en Hongrie et ailleurs. Faut-il croire que les staliniens ont toutes les vertus, nationales et révolutionnaires, lorsqu'ils n'exercent pas encore complètement le pouvoir, et que celles-ci s'évanouissent dès qu'ils sont à même d'exécuter scrupuleusement leur programme, qui consiste d'abord dans l'élimination

Cet article est extrait de mon mémoire de maîtrise, réalisé sous la direction de Benjamin Stora, sur *Les Anarchistes et les guerres coloniales 1945-1962*, Université de Paris VIII, 1994, 110 p.

(1) Résolution sur la paix, *Assises du mouvement Libertaire et congrès de la Fédération anarchiste*, tenus à Paris Salle des Sociétés Savantes les 6 et 7 octobre et 2 décembre 1945, p. 22, Paris, 1945, 28 p.

(2) *Ibid.*, p. 25, Résolution sur le colonialisme.

(3) *Les colonialistes aux abois, Bataille Syndicaliste* N°2, 7 avril 1945.

(4) *Indochine...*, *Libertaire* N°12, 20 octobre 1945.

(5) *Peuples coloniaux...*, *Libertaire* N°21, 5 mars 1946.

(6) *Les colonies au secours des 200 familles*, *Libertaire* N°23, 5 avril 1946.

(7) *La vérité sur l'Indochine*, *Libertaire* N°61, 27 décembre 1946 et Communiqué, *Salut de la Fédération anarchiste au peuple Vietnamien*.

(8) *Libertaire* N°62, 3 février 1947 et tracts.

(9) Louis Louvet, *De l'Indochine aux 5 %*, *Ce qu'il faut dire* N°38, 10 janvier 1947.

(10) *Libertaire* N°65, 23 janvier 1947.

(11) *Ibid.*, Mondius, *Les causes profondes des événements d'Indochine*. La même thématique est développée par les anarcho-syndicalistes dans l'*Action syndicaliste*. Cf E. Rotot, *Remoux Coloniaux, Action Syndicaliste* N°21, 1 novembre 1946.

systematique et brutale de leurs adversaires?... Il est très difficile d'établir une liste exacte de l'ensemble des personnalités assassinées par le régime stalino-terroriste d'Ho Chi Minh... Et c'est pourquoi la liste des assassinés comprend tout aussi bien des anciens communistes exclus avant 1941, que des partisans authentiques de la résistance armée contre les français. La presse trotskiste internationale a mentionné l'assassinat de... Ta Thu Thau...

(12) Bach Thai Dao, *Sur l'Indochine, Ce qu'il Faut Dire* N°40, 10 Mars 1947 et S. Parane [Louis Mercier Végat], *Paix et Libertaireerté aux Vietnamiens !*, *Libertaire* N°71, 3 avril 1947.

(13) *Ibid.*, *Libertaire*.

(14) *Ibid.*, *Libertaire*.

(15) *Libertaire* N°78, 22 Mai 1947.

(16) *Libertaire* N°72, 10 avril 1947.

(17) Déclaration : *Un peuple qui en opprime d'autres ne peut être Libre*, *Libertaire* N°74, 24 avril 1947.

(18) J. L., *La colonisation*, *SIA* N°1, 27 avril 1947.

(19) Cf Alain Ruscio, *La guerre française d'Indochine*, pp. 102-103, Bruxelles, Complexes, 1992, 279 p. et Jacques Dalloz, *La guerre d'Indochine 1945-1954*, pp. 159-172, Paris, Le Seuil, 1987, 316 p.

(20) Alain Ruscio, *Les communistes et la guerre d'Indochine*, Paris, L'Harmattan, 1985, 422p.

(21) *Libertaire* N°149, 1 octobre 1948. On retrouve la même argumentation dans *Combat Syndicaliste* N°13, avril 1947

(22) *Libertaire* N°171, 4 mars 1949.

(23) *Libertaire* N°175, 1 avril 1949.

(24) S. Parane [Louis Mercier Végat], *L'importance des mots d'ordre*, *Bulletin Intérieur* N°5, IVème série, Avril 1948.

(25) Sur titre du *Libertaire* N°192, 5 août 1949.

(26) *Ibid.*, R. Cavan *Atrocités et barbaries scientifiques, aspects normaux de la guerre*.

[Suit une liste de six noms]. Faut-il rappeler ici que c'est sous couvert de résistance que les staliniens ont assassiné chaque fois qu'ils l'ont pu les syndicalistes anti-staliniens?"

Quelques semaines plus tard, Samuel Vergine, dans *Défense de l'Homme* (41), s'en prend à son tour aux partisans d'Ho Chi Minh. Il rappelle non seulement les assassinats politiques dont ont été victimes les trotskystes, mais aussi les intellectuels et les chrétiens d'Indochine. Il ironise par la suite sur les pétitions lancées par le Viêt-minh, reprise par le PCF, et signées par des enfants de cinq ans. Il s'attaque pour finir, ce qui est classique pour les anarchistes :

"Le plus abominable c'est que des gredins, au nom d'un socialisme hélas bien dégénéré prétendent justifier cette abominable coutume [la guerre]... Le monde bolchevique a créé une église. Cette église prétend tracer autour d'elle des limites strictes qui établissent du même coup la limite du mensonge et de la vérité."

Ces militants continuent à dénoncer la guerre d'Indochine, mais ne se font plus guère d'illusion quant au sort final des vietnamiens.

Sylvain Boulouque

(27) S. Parane, *Tandis...*, *Libertaire* N°82, 19 juin 1947. Cependant, il nous faut noter que certains militants ayant vécu l'expérience soviétique choisissent clairement le camp américain.

(28) *Libertaire* N°252, 12 janvier 1951.

(29) Roland Desagis, *Morts inutiles, Libertaire* N°253, 19 janvier 1951.

(30) *Libertaire* N°305, 7 mars 1952 et *Combat Syndicaliste* N°81, 21 mars 1952.

(31) *Libertaire* N° 333 et 335, 30 octobre et 20 novembre 1952.

(32) *Libertaire* N°333, op. cit.

(33) *Libertaire* N°379, 17 décembre 1953.

(34) *Les douze points de la Confédération Générale Pacifiste, Les nouvelles pacifistes* N°9, 1 avril 1950.

(35) Paul Rassinier, *France ton caoutchouc f... l'camp !*, *Défense de l'Homme* N°63, Janvier 1954.

(36) *Libertaire* N°388, 22 avril 1954.

(37) Robert Tourly, *Merci mademoiselle, Défense de l'Homme* N°68, juin 1954.

(38) *Les Nouvelles Pacifistes* N°6, 15 février 1950.

(39) *Libertaire* N°62, 3 janvier 1947.

(40) Guy Vinatrel n'est pas à proprement parlé anarchiste, mais il semble qu'il se soit rapproché du mouvement dans l'immédiat après guerre. La *Révolution Proletarienne* N°342, août 1950.

(41) *A propos des camps d'Indochine. Les mensonges de M. Aragon*, *Défense de l'Homme* N°26, novembre 1950.

25 ans après

Fin 1970. Des morts qui font parler.
Des anonymes comme les 24 naufragés
d'un bateau-promenade sur le lac Léman,
les 145 du dancing à Saint Laurent-du-Pont.
Des illustres en tous genres. Un général nommé Koenig,
un acteur connu sous le nom de Bourvil,
Giono l'écrivain hussard.
Un autre général s'éteint salué avec le titre fameux de
Charlie-hebdo «Bal tragique à Colombey».
Et puis, début 71, Coco Chanel. Et encore Fernandel...
Enfin une naissance en cette époque où le chiffre de 500 000
chômeurs fait frissonner la France, celle du "Peuple Français".
25 ans après, *Gavroche* (15 ans quand même !) salue la
première parution de la revue *Le Peuple Français*. Un pavé
venu tout droit de 68 pour faire des vagues dans la mare de
l'histoire conventionnelle. Cette histoire-là n'en sortira pas
indemne et, elle non plus, ne sera plus comme avant...



ÉDITORIAL

Des générations de Français gardent à la mémoire un certain nombre de clichés héroïco-patriotiques se déroulant sur fond tricolore ou fleur-de-lys : le serment du Jeu de Paume, Henri IV et la poule au pôt, son chêne, ou Jules Ferry « père de l'école obligatoires » (et encore, pas dans tous les manuels !), l'esprit reste le même. L'histoire est présentée comme une suite d'événements coupés de toute réalité sociale ou économique. Une poignée de « grands hommes », rois, seigneurs, empereurs, dictateurs, généraux, parlementaires, pures jeunes filles ou courtisanes, font et défont l'histoire au gré de leur humeur ou de leur génie. Une série de petits incidents mineurs (Dépêche d'Ems, coup d'éventail du Dey d'Alger) entraînent des peuples entiers dans la guerre. L'histoire ne serait qu'une suite de malheurs, de hasards, une vaste pagaille dans laquelle de grands génies isolés viendraient de temps en temps remettre un peu d'ordre.

Le peuple, dans ce théâtre inventé de toutes pièces, sert de figurant. Il ne tient que les petits rôles, chair à canon et piétaille dans les batailles, badauds applaudissant les rois ou les présidents, populace fanatisée dans les révolutions. Le peuple ne serait qu'un immense troupeau, mais un troupeau doué de certaines qualités : débrouillard, cartésien, patriote, et de plus ayant la chance d'habiter un des pays de la planète les plus favorisés par la nature. Nous avons en effet la chance d'habiter un hexagone harmonieux où les montagnes et les fleuves nous servent de frontières naturelles, malgré des ennemis héréditaires (tantôt les Anglais, tantôt les Allemands).

Mais tout ceci n'est qu'une vaste mystification. Les grands hommes seuls ne seraient rien, et l'histoire n'est pas une suite incohérente de faits, mais le reflet d'une lutte incessante menée par le peuple pour son émancipation. Dans cette revue, nous nous proposons de mieux faire connaître l'histoire du peuple, c'est-à-dire sa vie quotidienne, ses révoltes, ses joies, ses souffrances. Nous tenterons de ressusciter des événements volontairement passés sous silence ou déformés, depuis les Jacqueries paysannes du Moyen Age, méprisées par les historiens-moines des couvents, jusqu'aux barricades des années 1830 ou de la Commune. Nous essaierons de démythifier un certain nombre de « grands personnages » frauduleusement présentés comme des progressistes ou des amis du peuple.



Nous publierons enfin un certain nombre de documents destinés aux enseignants et aux lycéens, dans le but de susciter des initiatives, et d'élargir le travail de recherche et de réflexion. En effet, nous sommes une équipe de jeunes enseignants, et nous savons que, seuls, nous ne pourrions mener à bien une tâche aussi vaste. C'est pourquoi nous faisons appel à vous pour nous aider dans tous les domaines. Nous aider, en nous faisant parvenir des documents, des gravures ou des reproductions, des articles, des témoignages, qui nous permettront d'améliorer le contenu de notre revue. Nous aider financièrement, car, si nous ne poursuivons aucun but lucratif, nos ressources sont réduites, et nous ne pourrions augmenter notre tirage, et donc toucher un public plus large, que grâce à votre participation financière.

Cette revue est une œuvre collective, il est important qu'elle vive, nous comptons sur vous.

L'éditorial paru dans le n°1.

Fragments de vies

de Jacques Rossi



Pour dormir en souffrant le moins possible sur son bât-flanc de planches, le prisonnier s'installe de cette manière.

Les lecteurs de *Gavroche* s'en souviennent certainement : Le numéro 49 (janvier-février 1990) leur avait offert un long entretien avec un personnage hors du commun, Jacques Rossi, ancien militant communiste et courrier du Komintern (l'Internationale communiste) puis prisonnier du Goulag pendant vingt années. Auteur d'un *Manuel du Goulag* édité en russe, anglais et japonais qui attend sa publication en français (cela semble désormais en bonne voie), Jacques Rossi n'a jamais renoncé à fait savoir les leçons qu'il tire de son expérience. On a pu l'apercevoir dans le film que Thibault d'Oiron a consacré aux *Français au Goulag* qui fut diffusé en deux parties aux « Dossiers de l'histoire » en novembre 1994.

Dans ce recueil – aboutissement d'un projet longuement mûri –, il nous donne aujourd'hui une série de brefs

récits qui s'apparentent aux « Choses vues » de Victor Hugo. Dans une langue volontairement concise, sans artifices, Jacques Rossi nous entraîne dans l'univers des prisons de transit, nous plonge dans l'angoisse des cachots, dresse, surtout, avec beaucoup de finesse, les portraits de ses compagnons d'infortune, politiques ou truands, et raconte avec émotion ou étonnement ses rencontres avec des personnages qu'on n'oubliera pas de si tôt. Combien est étonnant cet ancien tchékiste letton, ancien garde du corps de Lénine, qui lui explique comment on procède aux exécutions dans les prisons de Moscou.

Jacques Rossi est un conteur qui n'a qu'à puiser dans ses souvenirs pour faire surgir devant nos yeux toute la société des prisonniers, à la fois reflet et produit de la société soviétique, comme l'enseigne un dicton russe : Quand un prisonnier est libéré, il passe du petit Goulag au grand Goulag.

Photographies anthropométriques du N.K.V.D. que Jacques Rossi a retrouvées dans son dossier conservé dans les archives de Loubianka.

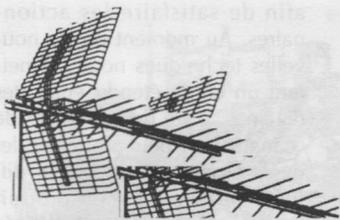


Un Zek (prisonnier) par - 45°.

Dans sa lettre finale, Jacques Rossi dresse sans amertume le bilan de son expérience. Pour lui, le drame ne réside pas dans les épreuves qu'il a subi : interrogatoires, passages à tabac, la froidure et la faim, non. Le vrai drame réside dans ce qu'ont subi les peuples de Russie, épreuve accompagnée du mensonge : le communisme se présentait comme une idéologie émancipatrice alors qu'il n'était que régression sociale et politique œuvrant à l'asservissement des hommes. C'est pourquoi Jacques Rossi qui reconnaît sa part de responsabilité dans cette histoire tragique, stigmatise tous ceux qui savaient et ont cru devoir se taire pour préserver un mythe... ou les privilèges qu'un régime de terreur leur octroyait.

Jean-Louis Panné

Editions Elikia, 1995,
174 p, 98 F. 45, rue de la
Tombe-Issoire,
75 014 Paris (16 (1)
43.20.67.74).



**MEDIA : APPRENDRE
A CONSOMMER
AVEC PRUDENCE !
la chronique de
Jean-Jacques Ledos**

MEDIAS : ENCORE UNE CHANCE POUR LA DÉMOCRATIE ?

Les motifs de dénoncer les contraintes qu'impose le libéralisme économique ne manquent pas. Les médias en sont souvent le principal agent et la publicité en est le plus perfide, parce qu'elle suggère, par d'illusoires séductions, l'adhésion au modèle d'une société inégalitaire.

On perçoit, toutefois, ça et là dans l'opinion, les lueurs d'une réaction aux débordements d'un pouvoir qui tente de grignoter les droits acquis.

Il est encourageant d'observer que, dans un environnement mondialisé, une sorte de bon sens international, relayé par les médias, s'élève contre les abus de pouvoir. Un bon usage du "droit d'ingérence", en quelque sorte.

A propos des conflits localisés, en Yougoslavie, par exemple, l'opinion publique indignée, rappelle de plus en plus la diplomatie à ses devoirs. Avec, il est vrai, un taux de réussite limité. La décision unilatérale de la France de procéder à une campagne d'essais nucléaires suscite, à travers le monde, des protestations inconnues jusqu'alors. La condamnation à mort d'une jeune philippine, coupable de s'être révoltée contre un patron abusif, réveille une bonne conscience internationale. Là, le succès est acquis : elle sauve sa tête. Ajoutons que les pouvoirs, réputés indépendants, comme l'institution judiciaire ou la presse ont élargi, depuis quelques années, en France, leur espace de liberté.

On rêve d'ouvrir une chronique régulière pour montrer ces oppositions victorieuses aux excès de pouvoir de toutes natures. □

DES MEDIAS LIBRES ?

Jusqu'au début des années 80, les stations de radio et de télévision dont les émetteurs étaient installés sur le territoire français se trouvaient soumises à un monopole imposé en 1945 par une Ordonnance du Gouvernement Provisoire, alors présidé par le Général de Gaulle. Revenu aux affaires, treize ans plus tard, celui-ci ne se priva pas d'utiliser ces instruments de propagande sans concurrence. La dénonciation de cette utilisation discrétionnaire fut au cœur de la contestation de Mai 1968. De promesse d'assouplissement en épisode d'alternance politique, le statu quo se prolongea jusqu'au début des années 80 mais une opposition qui n'était pas seulement de gauche continuait d'entretenir le soupçon de dépendance de l'audiovisuel public à l'égard du Pouvoir central. Elle ressentait la nécessité de créer des radios et, si possible, des télévisions "libres". Sans autorisation, diverses stations s'installèrent alors sur les espaces inoccupés de la bande FM. Ce fut le temps des radios "pirates" à l'existence éphémère : "Radio Verte", "Lorraine Cœur d'acier", "Radio Fil Bleu". L'un d'elle, à Paris, "Radio Riposte" était soutenue par le Parti Socialiste, dans l'opposition. Elle valut au Premier Secrétaire de l'époque, François Mitterrand une inculpation, que le succès de 1981, permit de classer.

La loi sur la Communication Audiovisuelle de 1982, légalise l'abandon du monopole de diffusion. Les initiatives d'émission se multiplient. Dans de nombreux cas, dépourvues des ressources attendues d'un quelconque militantisme, ces stations auront une existence brève. Dès lors, s'organise un trafic de rachat des fréquences. Des réseaux sont ainsi constitués, financés par la publicité dont on n'a jamais entendu affirmer qu'elle autorise une liberté d'expression qui pourrait nuire aux intérêts des annonceurs et de leurs actionnaires. L'intérêt que portent à la communication de grands groupes comme la "Générale des eaux", "Alcatel" ou "Havas" a rendu caduc l'emploi de l'adjectif "libre", qui portait, naguère l'espoir d'une utopie. Une liberté nouvelle s'est pourtant progressivement installée sur des supports mieux assurés. Celle que les "Guignols de l'Info" ont

conquise agace mais, plus prudente, celle que les journalistes de "Radio-France" ont découverte, étonne. Autant de provocations que le nouveau Pouvoir, chahuté sur d'autres terrains, aimerait suspendre. Pour avoir "persifflé", en 1976, avec beaucoup moins d'audace, la rédaction d'"Europe 1"(*) avait été "normalisée" sur ordre du Premier Ministre de l'époque. Il s'appelait Jacques Chirac. □

(*) "Europe 1", comme à l'époque "RTL" disposaient de studios à Paris. Exclue du territoire français par le Monopole de diffusion de 1945, leurs émetteurs étaient installés, l'un en Sarre, l'autre au Grand Duché de Luxembourg, tous deux à proximité de la frontière française. On les désignait alors comme "périphériques". Leur indépendance était toute relative. Pour avoir diffusé des informations sur les manifestations au Quartier Latin, en Mai 1968, "RTL" avait été menacée de voir suspendre la ligne téléphonique qui reliait ses studios parisiens à l'émetteur luxembourgeois.

TÉLÉVISION : LE PIRE RESTE POSSIBLE

La télévision française était reconnue, il y a quelques décennies, comme l'une des meilleures au monde. Il convient toutefois de nuancer une affirmation non dépourvue de chauvinisme : notre télévision devait supporter la compétition de la BBC britannique ou de la RAI italienne dans les rencontres internationales comme le "Prix Italia" ou "La Rose d'or" de Montreux. Nos adversaires ne manquaient pas, toutefois, de dénoncer, à juste titre, sa dépendance à l'égard des pouvoirs politiques et la lourdeur de ses habitudes bureaucratiques (1). Du moins ses responsables n'étaient-ils pas placés en garde à vue pour répondre de pratiques financières douteuses. La mode néo-libérale a "déréglementé" l'institution. Entendez qu'on a engagé notre système télévisuel sur la voie de la privatisation, présentée comme une possibilité d'extension de l'offre de programmes. L'inconvénient, c'est qu'il n'y pas assez de programmes ni de moyens financiers disponibles pour garnir les nouveaux canaux. Alors, de rediffusion en "talk shows" le petit écran s'appauvrit. L'imagination peut toutefois se manifester dans la médiocrité, voire la vulgarité et nos chaînes n'en ont pas encore exploité les res-

sources. A Rome, par exemple, une trentaine de chaînes sont offertes au choix du téléspectateur. Les quatre programmes directement contrôlés par le système Berlusconi imposent leur modèle - "talk shows" et jeux - à ce qui reste du service public, la RAI, dont les cadres dirigeants ont été renouvelés par le gouvernement que présida un temps l'entrepreneur aujourd'hui poursuivi par la justice. Au-delà, des dizaines de programmes s'efforcent de s'aligner sur ce modèle, avec des moyens encore plus limités. Ainsi, on peut voir, à toute heure, sur des canaux, spécialisés dans le "télé-achat", des collections de tapis ou de bijoux présentés aux clients potentiels par une caméra fixe. Sur un autre canal, on peut voir, à longueur de journée, sinon de nuit, la même paire de fesses féminines, à peine habillée de ce que les brésiliens appellent un "fil dentaire". Il s'agit d'une publicité pour un système de massage supposé combattre la cellulite. C'est ainsi que la télévision s'épanouit dans l'espace de la libre entreprise. □

(1) On observe que les immeubles récents des sociétés de diffusion consacrent une plus grande surface aux bureaux qu'aux studios.

VERS UN MONDE VIRTUEL (II)

On a évoqué ici dans un précédent billet le glissement, par un truchement technique, de la création de nouvelles images dites "virtuelles" vers une représentation habituelle d'une réalité truquée. Comme on n'arrête pas le progrès de la réflexion "heuristique", l'aveu en devient presque banal. Le responsable de cette recherche à l'"Institut National de l'Audiovisuel" (INA), Philippe Quéau déclare "Les images vont avoir de moins en moins de vérité...". "...Cela ne l'inquiète pas outre mesure, même s'il admet que la réalité virtuelle va augmenter la confusion créée par l'image numérique à la télévision..." commente l'enquêteur du quotidien "Le Monde" (1).

D'ailleurs, les travaux pratiques ont déjà commencé. Dans les retransmissions sportives, il est désormais possible de changer, grâce à un logiciel - que ferions-nous aujourd'hui sans ces prothèses informatiques ? - le contenu des pan-

neaux publicitaires qui encombrant les espaces de compétition. Le spectateur de la manifestation – pas encore virtuel – ne voit pas les mêmes panneaux que les téléspectateurs, eux-mêmes ne voyant pas non plus les mêmes panneaux selon le pays dans lequel ils reçoivent les images. Les annonceurs ont de ces délicatesses !

Poussons un peu plus loin l'exercice. On imagine une télévision servile qui ne manquerait pas de changer le contenu des panneaux revendicatifs dans une manifestation pour en désamorcer l'effet. A la banderole "Machin, démission..." il est désormais possible, grâce au fameux logiciel, qui va d'ailleurs se perfectionner, de substituer l'image "virtuelle" – mais qui s'en apercevra ? – d'une autre banderole sur laquelle le téléspectateur pourra lire : "Vive Machin". Le décryptage des images est, décidément, un exercice d'avenir. □

(1) 25 Octobre 1995.

DIEU ET MAMMON

Il existe un paradoxe dans le paysage audiovisuel français. On trouve les programmes les plus critiques à l'égard de la publicité sur "M 6", une chaîne qui lui doit ses ressources. Le dimanche soir, une fois par mois, "Capital" est une longue enquête sur quelques perversions engendrées par l'argent. Chaque semaine, "Culture Pub", qui se donne pour objectif la célébration de la publicité peut être regardée au second degré, comme une dénonciation des abus ou des ridicules du genre. Il fallait oser défier le Moloch publicitaire. M6 ose*.

Le 12 Novembre dernier, les producteurs de "Capital" avaient choisi d'enquêter sur les rapports de l'Église catholique avec l'argent. La multinationale dont le siège bénéficie, à Rome, d'un statut d'exterritorialité a, certes, ses prolétaires : les curés et les vicaires des paroisses. Elle a aussi ses réseaux d'influence tels l'"Opus Dei" que n'anime pas la pauvreté franciscaine. Comme tant d'autres constructions affairistes, l'Église ne peut plus cacher ses scandales.

Quiconque a survolé Paris ou quelque autre lieu de la chrétienté occidentale n'a pas manqué d'observer ces îlots de verdure sertis dans de hauts murs que sont les jardins des commu-

nautés religieuses. La rigueur des temps n'épargne certes pas les propriétaires et il faut parfois abandonner des terrains à la promotion immobilière. Ailleurs, les communautés monastiques, pour survivre, doivent produire et vendre.

"Capital" suivait ainsi un religieux cistercien, promu P.D.-G. d'une entreprise qui fabrique de la vodka. Dans le Dauphiné, tant pis pour l'appellation d'origine contrôlée ! Elle est, en tout cas, appréciée en Russie. Malheureusement, les affaires sont difficiles et les importateurs mauvais payeurs. Un accident de parcours industriel qui semblait inquiéter beaucoup plus le P.D.-G. que la pieuse contribution à l'entretien d'un éthylisme qui prive parfois la grande nation de ses décideurs.

Un autre sujet était consacré au site de Lourdes où l'on ne se soucie pas d'éloigner les marchands des temples. Au contraire. La multinationale romaine accepte plus volontiers ce souk, qu'elle ne supporte, en d'autres lieux, l'action des "théologiens de la libération", coupables de confondre "praxis" et message évangélique. Dieu fera le tri. □

* L'audace oublie parfois les bornes. "Capital" avait prévu d'évoquer le 17 décembre le "train de vie de l'État. L'émission a été déprogrammée "en raison de l'actualité" ("Le Monde 08-12-1995).

L'IMAGE ET LE DISCOURS

Le 1er décembre dernier, la chaîne de télévision "France 2" a infligé pendant deux heures, aux téléspectateurs qu'elle n'a pas réussi à décourager, un (faux) débat sur la crise sociale et la grève.

Dès la présentation, la situation – on a envie de dire la "mise en scène" – est claire. D'un côté, les animateurs présentent, réunis dans la chaleur du studio ou, dans le confort d'un bureau de fonction, les "experts", maîtres du jeu : ministre, parlementaires, un banquier, un représentant des mécontents. Tous bien habillés, au "brushing" impeccable. De l'autre côté, dans un "ailleurs" lointain, rassemblés autour d'un brasero dans une froide banlieue ou installés au hasard d'un mobilier sommaire, dans les courants d'air d'un hall d'université, d'autres mécontents, grévistes, plus ou moins bien

rasés, plutôt mal vêtus dont la rage est contenue, à distance, dans la fausse convivialité d'un "duplex" en direct. Cette liberté de s'exprimer et de débattre n'est-elle pas une preuve de la bonne santé de notre démocratie ? Voire ! Les journalistes-animateurs ne leur laissent guère le temps de développer leurs griefs. Vite, rendons la parole aux gens sérieux, ceux qui ont l'habitude des micros et des caméras. Dans le studio de l'avenue Montaigne, en réponse, on accuse, avec des propos courts que contredit sur le visage de celui qui les tient un certain sourire condescendant, l'incivisme économique de ces manifestants irresponsables : salariés du service public, nantis mensualisés, insoumis à l'autorité des vrais responsables, les décideurs. Décodé, ce langage policé traduit, en réalité, l'inquiétude des vrais nantis pour l'évolution du CAC 40 et la bonne santé de leur portefeuille d'actions.

On guette la surprise. Un éclair de lucidité déclarant que tout ça, "c'est la faute au libéralisme" ou, pour pasticher une voix plus docte que "le libéralisme, ça ne marche pas !". En vain. Le modèle de société impose le "politically correct" et, les médias, la "pensée unique". Le débat s'installe sur le terrain choisi par le(s) pouvoir(s). Qu'importe ! ce soir-là, le téléspectateur qui a compris dès le prologue que la langue de bois allait encore triompher est déjà ailleurs. □

"DONNEZ-MOI LE SUPERFLU, JE ME PASSERAI DU NÉCESSAIRE..."*

Dans l'émission "Lignes de mire" du 12 Novembre dernier que Jacques Chancel présente le dimanche soir sur "FR 3", la productrice d'une société d'"habillement des chaînes" – mais oui, ça existe ! – définit ainsi son rôle : "beaucoup de sociétés de diffusion viennent nous voir, avouant que leur programmes étant assez peu différents de ceux de leurs concurrents, ils souhaitent personnaliser leur présentation afin de tenter de mieux capter l'auditoire..."

Le problème, pour une télévision libérale, ce n'est plus de fournir des programmes mais de retenir un maximum d'audience

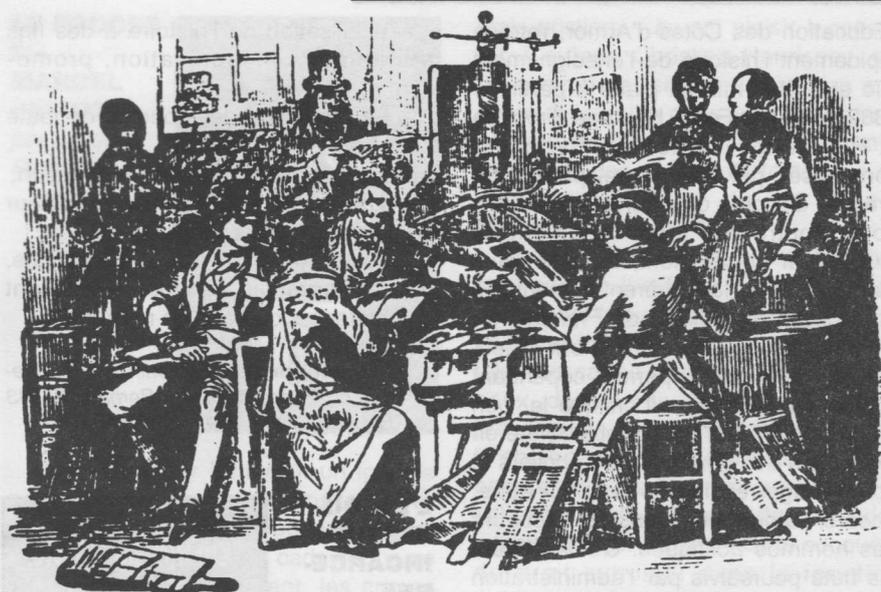
afin de satisfaire les actionnaires. Au moment où de nouvelles techniques nous promettent un choix étendu entre des dizaines, voire des centaines de "canaux" on peut se demander quels programmes y seront diffusés puisqu'on n'en produit très peu : les disponibilités financières des diffuseurs sont trop faibles pour permettre une création véritable. Le stock des feuilletons débiles n'est pas extensible à l'infini. Alors, de "talk shows" en multi-rediffusion, il ne restera plus aux accros de la télé qu'à évaluer l'esthétique des "logos". □

* Boutade attribuée à Oscar Wilde.

UN ESPACE DE LIBRE PAROLE ?

Les gouvernements socialistes qui n'avaient pas jugé opportun de revitaliser le service public de la télévision en 1982 se souciaient deux ans plus tard de se ménager un espace d'expression au cas où les électeurs ne renouvelleraient pas leur confiance à la majorité issue des législatives de 1981. C'est ainsi, qu'en Novembre 1984, Canal Plus ouvrait dans le monopole de diffusion une brèche dans laquelle d'autres s'engouffreraient.

Le meilleur de la chaîne "cryptée" apparaît lorsqu'elle n'est pas cryptée. C'est le cas des "Guignols de l'info" ou de "L'hebdo de Michel Field". On y rencontre une liberté d'expression inconnue jusqu'alors à la télévision. Non sans dommage pour les cibles. Il est, à présent, difficile de ne pas apercevoir la marionnette dès qu'un personnage caricaturé apparaît "en vrai" sur l'écran. En d'autres temps, les chansonniers ne devaient leur survie sur les ondes qu'à une soumission vigilante. Sur "Canal", il s'agit d'une forme nouvelle de spectacle, tant pour ce qui concerne le contenu que pour la mise en forme. Ce n'est pas étonnant, les auteurs, les acteurs, les animateurs et les participants sont des jeunes à l'esprit éveillé. Une bonne raison de ne pas sombrer dans la passivité désenchantée qu'entretient la médiocrité des programmes "grand public". On ne peut pas, toutefois, s'empêcher de se demander comment les gouvernements, de quelque couleur qu'ils soient, trouveront le moyen de supprimer un tel espace de liberté. □



LE TEMPS DES LIVRES

**LA J.O.C.
SOUS
L'OCCUPATION ALLEMANDE**
par Henri Bourdais



Les pages de l'histoire de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne sous l'occupation allemande restaient encore à écrire. Dans cette perspective, le témoignage de Henri Bourdais, vice-président de la JOC entre 1941 et 1944 est capital.

L'auteur relate scrupuleusement comment la JOC a su défendre, en zone occupée, son idéal malgré les entraves allemandes, étayant son récit d'anecdotes ; des documents, inédits pour la plupart, sont présentés en annexe : photographie, textes, déclarations.

Cet ouvrage arrive alors que de nombreux historiens, sociologues ou militants cherchent à comprendre le sens de l'action conduite sous l'occupation allemande et peut-être à en tirer des leçons.

Les Editions de l'Atelier / Editions ouvrières, 12 Avenue Sœur Rosalie, 75013 Paris. 224 pages, 130 F.

PARCOURS POLITIQUE DES SURREALISTES 1919-1969
par Carole Reynaud Paligot



Voilà un ouvrage qui permet de comprendre l'aventure intellectuelle et plus particulièrement la dimension politique du mouvement surréaliste depuis sa naissance, en 1919, à sa dissolution, en 1969, trois ans après la mort d'André Breton. Les sources nouvelles consultées par l'auteur ont notamment servi à éclairer et préciser leur engagement aux côtés du parti communiste. De l'engagement voulu par le groupe, certains noms dominant, ne serait-ce que la prééminence d'André Breton au sein du groupe. Toutefois les actions restent collectives car tous signent les tracts, les manifestes ou les déclarations collectives, les désaccords entraînant départs, démissions ou même exclusions. Reste le "noyau", constitué d'une dizaine de personnes, noyau qui variera au cours des années du fait des départs ou des décès.

Alors pourquoi ces intellectuels vont-ils s'orienter vers un engagement politique ? Parce que, répond l'auteur, le surréalisme n'est pas un mouvement littéraire classique, c'est un mouvement

qui tend à "transformer le monde" (Marx) et à "changer la vie" (Rimbaud) et qu'il lie de manière indissociable – sans pourtant jamais vouloir les confondre – la révolution poétique et la révolution politique : c'est là que réside son originalité. En effet, poursuit Carole Reynaud Paligot, l'esthétique surréaliste possède une dimension "éthique" novatrice et très particulière. La démarche surréaliste s'érige contre l'ordre établi, contre les valeurs bourgeoises et propose une éthique centrée sur la liberté, le désir, les passions. Pour les surréalistes, chaque homme possède des facultés créatrices, et comme le désir, les rêves, l'amour doivent être le moteur du monde, il est normal de lutter pour l'instauration d'une autre société en accord avec leur éthique. C'est ainsi que le passage au politique se fait naturellement.

De l'anarchisme individualiste qui marque les débuts du surréalisme, à l'engagement communiste des années 1925 à 1935, succède non plus un engagement, mais des sympathies et des soutiens aux mouvements trotskiste et anarchiste. Ainsi, pendant plus de soixante ans, les surréalistes voyagent à l'intérieur des utopies révolutionnaires avec une inébranlable volonté...

CNRS Editions, 339 pages, 190 F.

INTELLECTUELS ET POLITIQUE
par Christian Delporte



Contrairement à Carole Reynaud Paligot, qui nous montre dans ses moindres détails le parcours politique des surréalistes, Christian Delporte se contente, dans un petit ouvrage – fidèle aux dimensions et à l'esprit de la collection où il s'insère – une histoire politique des intellectuels au XXe siècle qui ne prétend pas à l'exhaustivité, mais dont la lecture apporte au profane des informations parfois surprenantes. Cette histoire débute avec l'Affaire Dreyfus, date à laquelle, selon l'auteur, *Les intellectuels font leur entrée dans l'arène politique*. Par la suite, bon nombre d'entre eux, sous couvert de nationalisme, en Allemagne, en Italie, en France, s'emploient à justifier la guerre à venir.

Puis, en 1917, chez *l'Intelligentsia russe, la Révolution suscite d'abord une exaltation créatrice que le stalinisme triomphant étouffera définitivement. Ailleurs, c'est surtout en Allemagne et en France que s'exerce l'attraction soviétique.* En Italie et en Allemagne certains intellectuels contribuent à créer le mythe de la Révolution fasciste. A l'occasion de la guerre d'Espagne, les intellectuels se divisent en deux camps qui s'opposent avec virulence. Fascisme et Antifascisme, la Seconde Guerre n'arrangera pas les choses, d'autant que l'antistalinisme des années 35 s'atténuera au sortir de la guerre. En effet, la "guerre froide" révèle la forte emprise du communisme sur l'intelligentsia occidentale, mais le choc de l'insurrection de Budapest, en 1956, l'ébranlera sérieusement. Les intellectuels orientent ensuite leurs débats sur la décolonisation, notamment dans les pays du Tiers Monde où ils contribuent à l'émergence d'une identité culturelle propre. Et aujourd'hui, selon l'auteur, avec la disparition des modèles, le combat des clercs a quitté le terrain idéologique pour retrouver sa condition morale. Les enjeux fixés jadis par Zola sont plus que jamais d'actualité : la défense de la liberté et de la justice.

A mettre précieusement dans sa bibliothèque.

G.P.

Casterman, collection XXe Siècle, 128 pages, 70 F, disponible à la Librairie de Gavroche.

VIVE LA RECRE !...

par François Bertin et Pascal Courault

Vive la récré !... est un livre qu'il serait dommage d'éreinter sous le prétexte qu'il cultive un peu trop ostensiblement la nostalgie de l'enfance (serait-ce donc vraiment, pour tout le monde, la "plus belle période de la vie" ?) Certes, au travers de multiples "souvenirs et objets de la Communale", les auteurs privilégient une vision bien idyllique des années passées sur les bancs de l'école. Tous les menus objets présentés (porte-plume, bons points, ardoises, "carambars", etc...) sont destinés à susciter l'émotion de celui qui feuillette cet ouvrage richement illustré et à lui faire regretter les années dites d'insouciance.

Mais *Vive la récré !...* est aussi et surtout un livre remarquable par la diversité de son iconographie (six cents documents) et ne manquera pas d'attirer l'attention de tous ceux qui s'intéressent, de près ou de loin, aux questions pédagogiques. Dans sa préface, Hubert Coatleven, directeur du Musée de

l'Education des Côtes-d'Armor, retrace rapidement l'histoire de l'enseignement laïc et gratuit mis en place à partir de 1882 par Jules Ferry. Héritage direct de la Révolution, cette initiative s'est concrétisée par l'ouverture, partout en France, d'écoles communales. Ce livre nous montre leur fonctionnement au jour le jour et comment, de différentes manières, elles façonnèrent la mentalité et le destin de millions de Français (et d'habitants des colonies !). Pour le lecteur qui le désire, il permet cependant d'observer avec un œil critique le "bon maître républicain" longtemps donné en exemple à des générations d'écoliers et dont l'image resurgit de temps à autre, encore aujourd'hui, dans les discours des hommes politiques. Quels étaient les buts poursuivis par l'administration scolaire ? Se référaient-ils tous à la devise de la République : liberté, égalité, fraternité ? Le doute, heureusement, est un état d'esprit qui a eu beaucoup de partisans parmi les instituteurs.

Comme à l'issue de toute journée de classe, faudrait-il retenir pour leçon que la "Communale", en dépit de ses imperfections, voire, parfois, de son zèle à fabriquer en série de "bons Français", a constitué tout de même un grand progrès sur le si long chemin de l'émancipation humaine ?

Thierry Maricourt

Editions Ouest-France, 198 F.

LIEUX DE SOINS, LIEUX D'HISTOIRE
sous la direction de Thierry Fillaut



Pourquoi entreprendre l'étude historique d'un établissement de soins, à l'aide de quelles sources, selon quelles problématiques et à quelles conditions ? Telles sont les questions auxquelles cet ouvrage s'efforce d'apporter quelques éléments de réponse.

Ce guide méthodique est le fruit d'un travail pluridisciplinaire réunissant des historiens et des professionnels hospitaliers. Il vise à fournir au néophyte tant des conseils pratiques que des pistes de réflexion sur la manière de faire et d'utiliser l'histoire d'un établissement de soins.

Quatre thèmes majeurs sont abordés :

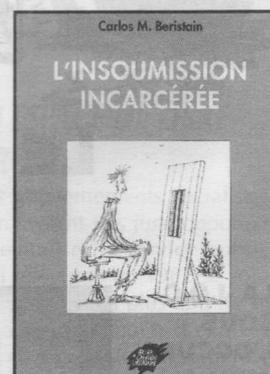
- L'utilisation de l'histoire à des fins pratiques (communication, promotion...),
- La recherche des sources de toute nature,
- La manière d'exploiter l'information,
- La protection et la mise en valeur du patrimoine historique.

Plus de 40 hors-textes et illustrations, une bibliographie abondante viennent compléter cet ouvrage de référence.

S'adresser aux Editions ENSP, Avenue du Professeur Léon-Bernard, 35043 Rennes Cedex, 224 pages, 150 F.

L'INSOUMISSION INCARCEREE

par Carlos M. Beristain



Depuis la libéralisation du "statut des objecteurs", autour des années 80 en France, les insoumis et ceux qui les soutiennent ont oublié que l'incarcération était un aléa inhérent à cet acte de rupture.

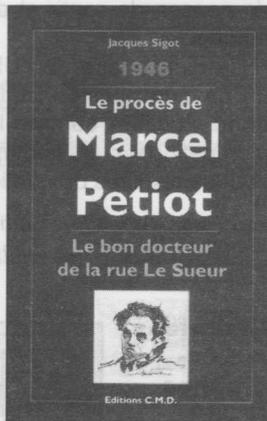
Les objecteurs espagnols, en prenant le risque de l'incarcération comme une donnée inévitable, ont su l'utiliser comme élément d'une lutte politique antimilitariste forte.

Ce petit livre, témoignage récent de leur approche sans cesse remise en question, ne peut laisser indifférents, ni les réfractaires à l'armée, ni ceux qui s'investissent contre l'oppression carcérale.

Devant le discours de plus en plus corporatistes de leurs compagnons européens, empêtrés entre les inévitables dérives du service dit civil, les illusions d'une réforme lente, et la crainte de la prison qui conduit les derniers insoumis toujours plus isolés à espérer l'indulgence du pouvoir, les insoumis en Espagne affichent un discours et des actes en rupture avec la tradition objectrice. Il ne s'agit plus d'obtenir un aménagement humain de la répression et de la prison, mais, par une stratégie insoumise, de porter directement le coup à cette institution disciplinaire.

S'adresser à Atelier de création libertaire, BP 1186, 69202 Lyon Cedex 01, 144 pages, 65 F.

LE PROCES DE MARCEL PETIOT
par Jacques Sigot



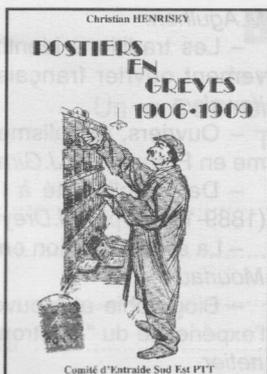
Que le docteur Petiot fut un ignoble personnage, nul n'en doute. Tuer d'innocentes victimes pour les voler puis tenter de brûler leur cadavre, ça ne se fait pas. Curieusement, les crimes sont découverts le 11 mars 1944, mais l'assassin ne sera arrêté que le 31 octobre 1945, alors que la police connaissait parfaitement l'identité du docteur sur lequel pesaient tous les soupçons. Seulement voilà, en 1944, la police française pouvait penser qu'il s'agissait, soit de crimes exécutés pour le compte des Allemands, ou au contraire pour le compte de la Résistance. De là l'ambiguïté d'une situation que tentera d'exploiter l'assassin : lors de son procès Petiot prétendra être résistant depuis 1941 et revendiquera le meurtre de 63 personnes dont une trentaine d'Allemands...

La photo du procès où l'on voit un amoncellement de valises retrouvées, appartenant manifestement aux juifs assassinés après leur avoir promis la liberté, suffit à prouver que le "bon" docteur ne fut qu'une infâme fripouille.

Jacques Sigot nous explique simplement cette sordide affaire dans un petit ouvrage de 76 pages. Dans la même série, on lit avec intérêt : Le procès de Marie Besnard par Jocelyn Mercier.

S'adresser aux Editions CMD, BP 44, 49260 Montreuil-Bellay, 59 F.

POSTIERS EN GREVES 1906-1909
par Christian Henrissey



Voilà un livre de circonstance que tous nos lecteurs – en particulier nos

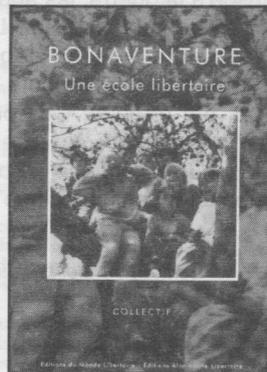
amis postiers – auront plaisir à consulter. L'auteur, Christian Henrissey, est un homme de terrain : inspecteur à la poste, il travaille dans un centre de tri parisien. Le livre est édité par un comité d'entraide des ambulants (catégorie en voie de disparition du fait de la... modernisation des PTT).

En sous-titre : *cartes postales et histoire sociale*. Il est vrai que cet ouvrage est d'autant plus intéressant qu'il fourmille de documents iconographiques tels que cartes postales, images, journaux, documents inédits... Après une présentation approfondie et originale de "l'entreprise administrative", des hommes et des femmes qui en font la richesse, l'auteur retrace des épisodes – bien souvent oubliés – de la conquête du droit syndical dans la fonction publique. Il fait revivre les grèves qui opposèrent les Postiers et Télégraphistes de la Belle Epoque au gouvernement dirigé par Clémenceau.

Ce livre au format 21x29,7, imprimé en quadrichromie comporte 268 pages. Son prix est de 240 F, port compris. Il est précisé que le solde bénéficiaire de la vente sera reversé au Foyer des Orphelins des PTT de Cachan. A bon entendre...

S'adresser à Entraide Sud-Est PTT, section Philatélie, 87 rue du Charolais 75571 Paris Cedex 12

BONAVENTURE, UNE ECOLE LIBERTAIRE
Collectif



Ils se prénomment Nathan, Gaël, Maëlys, Bénédicte, Bertille, Emilie... Ils ont de trois à neuf ans et habitent Oléron, une petite île de Charente-Maritime. Depuis septembre 1993, ils y vivent une aventure peu ordinaire.

A *Bonaventure*, ils apprennent à lire, écrire, compter, et surtout, à apprendre. A construire des savoirs. A s'apprendre. Dans le cadre d'une petite classe unique. Mais aussi en dehors de la classe et de l'école. Et tout cela, au rythme endiablé d'une éducation permanente à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion et la citoyenneté.

Ecole libertaire, centre d'éducation libertaire, république éducative libertaire... Assurément, *Bonaventure* taraude

inlassablement l'hiver éducatif pour y apposer quelques touches de couleurs antiautoritaires.

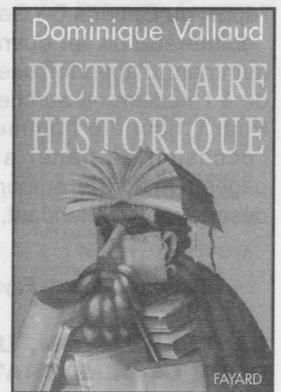
Mais *Bonaventure* n'est pas que cela.

En brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, de l'égalité des salaires, de la propriété collective, en affirmant la nécessité d'un service social d'enseignement et d'éducation qui soit vraiment celui de l'égalité des chances, *Bonaventure* se veut fantassin d'une petite armée de gueux qui labourent inlassablement les terres ingrates d'une transformation sociale radicale.

Ce livre est le récit tumultueux de cette quête. De ce combat. De cette aventure éducative et sociale. C'est un coup de pied au cul de toutes les résignations, une main tendue aux possibles et un formidable clin d'œil à l'espoir.

S'adresser directement à l'Association Educative Bonaventure, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron. 176 pages 60 F.

DICTIONNAIRE HISTORIQUE
par Dominique Vallaud



L'inconvénient des dictionnaires d'histoire, c'est qu'ils sont rapidement dépassés par l'actualité. Le chercheur, ou simplement l'"honnête homme" a donc intérêt à privilégier le plus récent.

Les Editions Fayard publient un "Dictionnaire historique" qui présente l'avantage de couvrir, en un seul mais gros volume (1016 pages), un champ très vaste qui doit satisfaire les divers niveaux d'intérêt. Pour un prix très raisonnable.

Le choix des articles respecte ici la tradition de ce type d'ouvrage. Il s'ouvre par un article sur les "Abbassides", dynastie de califes des premiers siècles de l'Hégire et s'achève sur "Zwingli", réformateur suisse du XVI^e siècle qui ferme habituellement ce type d'ouvrages. Celui-ci ne s'en tient pas aux grands noms de l'Histoire. Les créateurs culturels y trouvent leur place : Barbusse, l'auteur du "Feu", Canova, le sculpteur italien grâce auquel on n'a pas oublié la plastique de Pauline Borghèse, née Buonaparte ou encore Charles Spencer Chaplin –

"Charlot" -. On cherche vainement un article consacré à l'ère des "Lumières". Son expression allemande l'"Aufklärung" est ignorée. En revanche, les mouvements d'idées allemands comme le "Sturm und Drang", à la fin du XVIII^e siècle, où le "Kulturkampf", un mouvement plus politique que culturel créé à l'initiative de Bismark, sont mentionnés.

Un nouveau dictionnaire d'histoire s'impose s'il introduit le souvenir des événements et des acteurs de l'Histoire récente. Ainsi : "Solidarnosc", le mouvement contestataire de la Pologne, en fin de parcours communiste, "Lumumba" (Patrice), héros de l'indépendance du Congo ex-belge, dans les années 60, sont mentionnés, tout comme le colonel Kadhafi, qu'on a presque oublié dans les années récentes. Les articles "Bosnie-Herzégovine" et "Croatie" décrivent l'évolution récente de ces anciennes républiques de la fédération yougoslave, toutefois ignorée. A l'article "Juin", on trouve le rappel des journées révolutionnaires de 1792, 1793, 1832, 1848, 1849 et 1940, le "18", bien sûr ! celui de l'appel du Général De Gaulle.

L'intérêt d'un tel ouvrage, c'est évidemment d'apporter une réponse rapide à l'étudiant ou au chercheur pressé. Pour l'"honnête homme", c'est aussi l'occasion de flâner au hasard des pages. Un livre à emporter sur une île déserte, ou en attendant, en vacances.

J.-J. L.

Editions Arthème Fayard, 150 F.

LA TELEVISION, UN DANGER POUR LA DEMOCRATIE

livre posthume de Karl Popper

Karl Popper est un philosophe autrichien qu'on peut situer dans la vaste catégorie des non-conformistes. Dans un petit livre posthume - il est mort en 1994 - il livre ses réflexions sur la télévision qui a tellement envahi la vie quotidienne de nos contemporains qu'il n'est plus déplacé de chercher à s'en débarrasser. A moins qu'elle ne s'amende...

Par les opinions qu'elle impose à ses spectateurs, par les messages publicitaires qu'elle leur assène jusqu'à l'indigestion, la télévision les normalise selon le modèle d'une pensée unique. Sans possibilité de réponse ou de discussion. Par habitude ou pour conjurer l'ennui, on la regarde et c'est bien au coin de cette passivité que les manipulateurs nous attendent. Les plus vulnérables sont assurément les mieux cibles : les enfants. Mais les adultes passifs abandonnent-ils leur "âme d'enfant" devant leur petit écran ? "... Ceux qui se laissent abuser par la télévision ne possèdent pas toujours un niveau de formation et de maturité suffi-

sant pour faire la différence entre la réalité et la fiction".

Karl Popper dénonce la concurrence qui rassemble, au nom de l'efficacité commerciale, les "émissions à sensation" où domine la violence. C'est, selon l'auteur, une attitude contraire à "l'esprit démocratique qui a toujours été d'offrir, à tous, les possibilités les meilleures et les meilleures chances". Que faire ? "Les médecins sont surveillés par leurs propres organismes, selon une méthode hautement démocratique. Tous les pays civilisés possèdent de tels organismes, ainsi qu'une loi qui en définit la fonction. Je propose que l'Etat mette en place un dispositif semblable à l'intention de tous ceux qui sont engagés dans la production d'émissions télévisées." Karl Popper, qui imagine de donner une "formation" aux "gens de télévision", n'est pourtant pas un de ces utopistes révolutionnaires dont la démarche dirigiste conduit souvent au fascisme mais, en pleine mode néo-libérale, on peut parler de provocation. De toute façon, l'audace des propositions vaut le détour. C'est une bonne occasion de s'aérer l'esprit.

La démocratie, c'est aussi l'équilibre établi par un contre-pouvoir ou le contrôle par les citoyens. En France, en 1935, un ministre non-dirigiste, Georges Mandel, avait institué un système de concertation qui associa, jusqu'à la guerre, les auditeurs à la gestion des postes d'Etat. L'idée, de nouveau suggérée au début du premier septennat de François Mitterrand n'a pas été retenue. On connaît la suite : au nom d'une certaine adéquation à l'époque, la France a soumis sa télévision à la "pensée unique" et libérale.

J.-J. L.

Editions Anatolia (1995), 69 F.

REVUES

LES ALPES DE LUMIERE N° 117



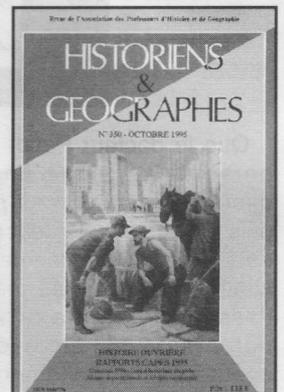
Le N° 117 de cette intéressante revue régionale est consacré à *Ubaye, la mémoire de mon pays : Les gens, les bêtes, les choses, le temps*. A travers les mots d'une vallée alpine de langue provençale, on peut apprendre la façon ordinaire d'y vivre, de s'y organiser en famille et en société, d'y maîtriser l'espace, d'y produire, et même la façon

de penser, de sentir et de concevoir le monde.

Ce dictionnaire de l'Ubaye, écrit par un paysan passionné de savoir, peut donc s'utiliser comme l'encyclopédie d'un petit pays, ou comme une suite de courtes histoires du quotidien.

Les Alpes de Lumière, Salagon, 04300 Mane. Le numéro 248 pages, 98 F.

Historiens & Géographes N°350



Le numéro 350 d'octobre 1995, particulièrement intéressant est consacré à l'"Histoire ouvrière". Nous relevons au sommaire :

- L'histoire ouvrière en France aujourd'hui, par A. Pros. t
- Conscience ouvrière et culture ouvrière en France entre les deux guerres mondiales, par M. Rébérioux.
- L'espace ouvrier : le regard géographique, par Yves Lequin.
- Aux fondements d'une identité, retour sur deux siècles de travail ouvrier, par M. Pigenet.
- Travailleurs français et immigrés : mêmes combats ? par M. Dreyfus.
- L'ouvrière, par M.-H. Zylberberg-Hocquard.
- Les espaces symboliques des usines, organisations et subversions, par N. Gérome.
- Ouvriers au miroir du cinéma français, par M. Cadé.
- Déchristianisés ? Les ouvriers en France (XIXe-XXe siècles), par G. Cholvy.
- Les ouvriers et la République, par M. Agulhon.
- Les traditions identitaires du mouvement ouvrier français, par D. Tartakowsky.
- Ouvriers, socialisme et communisme en France, par J. Girault.
- De la solidarité à l'Internationale (1889-1921), par M. Dreyfus.
- La syndicalisation en France, par R. Mouriaux.
- Biographie et mouvement ouvrier : l'expérience du "Maitron", par Cl. Penetier.

S'adresser à : *Historiens et Géographes*, BP 831, 91001 Evry Cedex, Le numéro 115 F.

Librairie de GAVROCHE

Les commandes sont à adresser à
EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX

Les Paysans : les républiques villageoises de l'An mil au 19e siècle
par H. Luxardo
256 pages, illustré — 30 F.

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — 40 F.

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-saumiers au temps de la gabelle
288 pages, illustré — 50 F.

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
288 pages, illustré — 55 F.

Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851
par L. Willette
256 pages, illustré — 30 F.

DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE :
— Luttés ouvrières — 16e/20e siècle
— Les paysans — Vie et lutte du Moyen-Age au 1^{er} Empire
— Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?
— Les années munichoises (1938/1940)
Les 4 dossiers — 60 F

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — 25 F.

Un maquis d'antifacistes allemands en France (1942-1944)
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — 140 F.

Carl Heil speaker contre Hitler
par Eveline et Yvan Brès
189 pages — 135 F.

La Chanson de la Commune
par Robert Brécy
316 pages — 350 F.

Histoire de la littérature libertaire en France
par Thierry Maricourt
491 pages — 150 F.

Henri Poullaille
par Thierry Maricourt
253 pages — 185 F

Dictionnaire des auteurs prolétariens
par Thierry Maricourt
275 pages — 129 F

N'oublie jamais Nicolas
par Gaston Haustrate
288 pages — 110 F

L'enfer de la charité
par Gaston Haustrate
214 pages — 110 F

La flamme sauvage
par Ludovic Massé
222 pages — 150 F

Enragés et curés rouges en 1793 : Jacques Roux, Pierre Dolivier
par Maurice Dourmanget
171 pages — 90 F

Marius Jacob, l'anarchiste cambrioleur
par William Caruchet
340 pages — 148 F

Les crayons de la propagande
par Christian Delporte
224 pages — 195 F

Barbelés à Argelès et autour d'autres camps
par Francisco Pons
282 pages — 140 F

La collaboration dans l'Eure 1940-1944
par Julien Papp
278 pages — 150 F

Olympe de Gouges, Ecrits politiques 1792-1793
Tome 1 — 130 F
Tome 2 — 130 F

Le droit de cuissage, France 1860-1930
par Marie-Victoire Louis
400 pages — 130 F

Ces barbelés oubliés par l'Histoire
par Jacques Sigot
351 pages — 138 F

Le Petit Père Combes
par Jacques Risse
236 pages — 130 F

Le gâchis audiovisuel
par J.-J. Ledos, J.P. Jézéquel et P. Regnier
222 pages — 87 F

Paul Robin (1837-1912) un militant de la liberté et du bonheur
par Ch. Demeulenaere-Douyere
478 pages — 308 F

Poulbot le père des gosses
par Francis Robichon
112 pages illustré — 250 F

L'Etat des prisons, des hôpitaux et des maisons de force en Europe au XVIIIe siècle
par John Howard
599 pages — 200 F.

Femmes et citoyennes
par Patricia Latour
128 pages — 120 F.

Syndicats nous voilà !
par Jean-Pierre Le Crom
410 pages — 190 F.

Le Rouge et le Bleu
par Roger Martinelli
288 pages — 120 F.

Les oubliés de l'histoire de la Commune
par Charbonneau et Martelet
152 pages — 125 F

J'avais six ans à Hiroshima
par Keiji Nakazawa
140 pages — 98 F.

La France ouvrière
T1 des origines à 1920 180 F
T2 1920-1968 180 F
T3 1968 à nos jours 140 F

Unissez-vous !
par G. Pruvost et P. Roger
272 pages — 120 F.

Deux Républicains de progrès
par G. Touroude
154 pages — 90 F.

Naissance de l'Ecole du Peuple (1815-1870)
par F.-J. Jacquet-Francillon
320 pages — 170 F.

Intellectuels et politique
par Christian Delporte
128 pages — 70 F.

COLLECTION "LA PART DES HOMMES"
Lissagaray, le plume et l'épée
par René Bidouze
238 pages — 125 F

Jules Guesde, l'apôtre et la loi
par Claude Willard
123 pages — 125 F

Gracchus Babeuf avec les Egaux
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — 93 F

Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste
par Marianne Enckell
254 pages — 125 F

Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné
par Michel Cordillot
268 pages — 125 F

Madeleine Pelletier Une féministe dans l'arène politique
par Charles Sowerwine et Claude Maignien
252 pages — 69 F

Clara Zetkin, féministe sans frontière
par Gilbert Badia
336 pages — 125 F

Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline
par Pierre Broué
496 pages — 125 F

Renaud Jean, le tribun des paysans
par Gérard Belloin
336 pages — 125 F

Rosa Luxembourg épistolière
par Gilbert Badia
255 pages — 125 F

POUR LA JEUNESSE :
Dans la collection "Mythes et Légendes"
225 x 285, illustré
Chaque volume — 65 F
— La Chevalerie
— L'Egypte
— Les Loups
— L'Amazonie
— Les Gaulois
— Les dragons
— La création du monde
— Les Incas
— La Grèce
— Les Vikings
— Les animaux fantastiques
— Les ours
— Vers l'Amérique
— L'Europe
— Les Indiens

— Ciel et étoiles
— Les métamorphoses
— Les félins
— Terres de mystère
— La forêt
— La mer
— L'Orient

Dans la collection "Mes premières légendes"
200 x 200, illustrées
Chaque volume — 45 F
— Les Baleines
— Les Géants
— Les Fées
— L'Hiver
— Les sorcières
— Les musiciens
— Les coupleurs
— Le printemps
— Les chats
— L'automne
— Les trésors
— Les grands gentils loups
— Le soleil et la lune

Dans la collection "Histoires vraies"
Chaque volume — 33 F.
— Le Secret du grand-frère, une histoire de canuts
— Léa, le Galibot, une histoire de mineurs
— Le Ruban noir, une histoire de tisserands
— La Revanche du p'tit Louis, une histoire de forgerons
— Les cordées de Paris, une histoire de ramoneurs
— Les jumeaux de Carmaux, une histoire de verriers
— Frères du vent, une histoire de mousses
— Les Princes du rire, une histoire de jongleurs
— Quand la Charlotte s'en mêle, une histoire de dentellières
— Le sauvetage du proscrit, une histoire de typographe
— Le paquet volé, une histoire de saute-ruisseau
— Les fendeurs de liberté, une histoire d'ardoisiers.
— L'audace de Nicolas, une histoire de cheminots
— Voyage au bout de la Loire, une histoire de marinières
— Le cadeau d'Adrienne, une histoire de porcelaines
— Fleurs d'Ajonc, une histoire de petite bonne
— Le rêve de bel humeur, une histoire de marchand de livres
— papillon de papier, le petit rat de l'opéra.
— La robe de bal, une petite couturière
— Les moutons d'Armel, un berger de Provence

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 86
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom Prénom

Profession

Adresse

Code postal Ville

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 13 895.29 N PARIS

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Celle que nous publions dans ce numéro est plus importante que les précédentes dans le but de nous assurer un revenu supplémentaire destiné à compenser la baisse des abonnements que nous enregistrons depuis plus d'un an - pourquoi ne subirions-nous pas, nous aussi, la crise économique actuelle ? - Aussi, nous remercions particulièrement les lecteurs qui nous passent des commandes de livres d'occasion, et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Argoult (Comtesse d') (Daniel Stern), Mémoires 1833-1854. Calmann-Lévy 1927, 246 p 45 F
Aron Robert, ... Où souffle l'esprit. Judaïsme et chrétienté. Plon 1979, 322 p 50 F
(Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale). Dix ans d'Europe à Sept. Paris 1964, 158 p cart. éd. 50 F
(Belgique), La relation officielle des événements 1939-1940. Evans Broth. Londres 1940, 114 p cart. éd. 50 F
Bertaut (Jules), Le retour à la Monarchie 1815-1848. Fayard 1943, 280 p 40 F
Bertier de Sauvigny, Metternich et la France après le Congrès de Vienne. T3 au temps de Charles X 1824-1830. Presses cont. 1972, 507 p index 80 F
Boulenger Marcel, La Païva. Trémois 1930, 109 p 30 F
Braesch (Frédéric), 1789 L'année cruciale. Gallimard 1941 339 p 50 F

Brouchon (Lucien), La Russie des tsars et des soviets. Laffont 1974, 331 p 45 F
Burgard (Raymond), L'expédition d'Alexandre et la conquête de l'Asie. Gallimard 1937, 252 p 50 F
Calic (Edouard), J'ai vu vivre la Sibérie. Fayard 1962, 270 p 45 F
Clemenceau (Georges), Grands et misères d'une victoire. Plon 1930, 374 p 60 F
Carmoy (Guy de), Les politiques étrangères de la France 1944-1966. La Table Ronde 1967, index 70 F
Chambord (Cte de), Journal de voyage en Orient 1861. Tallandier 1984, 392 p index 50 F
Charlety (S.), Lettres du duc de Richelieu au marquis d'Osmond 1816-1818. Gallimard 1939, 240 p index 50 F
(Chine), La Révolution des Taiping. Pékin 1978, 193 p ill. index 50 F
Chisholm (Anne), Nancy Cunard. Orban 1980, 370 p 30 F
(Club Jean Moulin), Que faire de la Révolution de Mai. Seuil 1968, 89 p 40 F
(Collectif), Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française (1846-1851). Sté d'Hist. de la Rév. de 1848, T. XIX 1956 80 F
(Collectif), Enquête sur la paupérisme en 1840 dans le canton de Vaud. Ed. d'en bas Lausanne 1977, 208 p 50 F
(Collectif), Histoire du réformisme en France depuis 1920. Ed. Soc. 1976, 2 vol 50 F
Crouzet (F.), L'économie de la Grande-Bretagne victorienne. SDES 1978, 370 p 80 F
Curran (Donald W.), Géographie mondiale de l'énergie. Masson 1973, 255 p 45 F
Dekkers (René), Lettres de Chine. Bruxelles 1956, 139 p index 45 F
Djilas (Milovan), La nouvelle classe dirigeante. Tribune libre N°10 Plon 1958, 272 p 70 F

Dorst (Jean), Avant que Nature meure. Delachaux et Niestlé 1970, 540 p ill. Cart. éd. 80 F
Elgey (Georgette), La République des illusions ou la vie secrète de la IVe République. Cercle du nouv. livre d'hist. 1965, 539 p index cart. éd. .. 80 F
Fejtö (François), Un Habsbourg révolutionnaire Joseph II. Plon 1953, 356 p 50 F
Ferrero (G.), Grandeur et décadence de Rome. Plon 1907, 4 vol. 160 F
Gaxotte (Pierre), Frédéric II. Gdes Et. Hist. Fayard 1938. Ed. Originale 1/150 sur vélin, 548 p 100 F
Genon (Emile), Amérique latine (fin 1958), Heraly Charleroi 1959, 217 p 50 F
Graves (Robert), Moi Claude empereur. Plon 1939, 342 p 50 F
Grosser (Alfred), Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les Etats-Unis depuis la guerre. Fayard 1978, 438 p index ... 60 F
Gueullette (J.-E.), Thomas-Simon Gueullette. Un magistrat du XVIIIe siècle. Droz 1938, 199 p ill. 90 F
Hardy & Gabey, L... comme Larzac. Moreau 1974, 416 p 45 F
Herzberg (F.), Le travail et la nature de l'homme. Entr. mod. d'Ed. 1971, 214 p 50 F
Hugues & Luard, Le développement économique de la Chine communiste 1949-1960. Ed. ouvrières 1962, 260 p 60 F
Jacques-Vincent, Le canal de Suez, Ferdinand de Lesseps intime. Nelles Ed. Lat. 1935, 221 p 50 F
Joséfa (M.-T.), Garcia Moreno président de la République de l'Equateur. Tolra 1893, 301 p ill. 60 F
Kaplan (Karel), Dans les archives du Comité Central. 30 ans de secrets du Bloc soviétique. A.Michel 1978, 365 p index 60 F
Kissinger (Henry), A la Maison Blanche 1968-1973. Fayard 1979, 736 p 70 F



LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 32.33.22.33

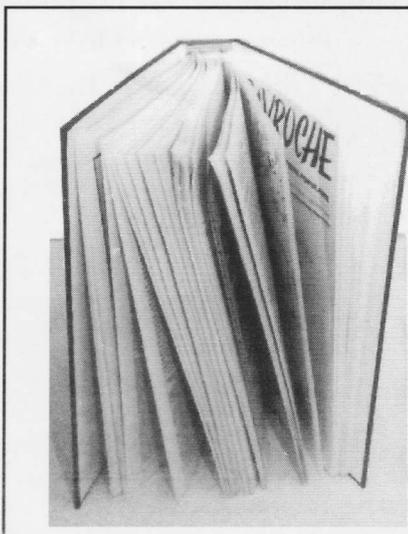
Nom : Adresse :
 Je vous commande les livres suivants :

Auteur	Titre	prix
Port et emballage prix forfaitaire		20,00
Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal		
Total		

Lacouture (J.), André Malraux. Seuil 1973 429 p ill. 50 F
La Force (Duc de), Lauzun un courtisan du grand roi. Hachette 1919, 253 p 60 F
La Gorce (Pierre de), Napoléon III et sa politique. Plon 1933, 182 p 45 F
Lapierre (J.-W.), Vivre sans Etat ? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale. Seuil/Esprit 1977, 579 p (lég. défr.) 40 F
Lapierre (D.) & Collins (L.), O Jérusalem. Laffont 1971, 637 p 60 F
Lapierre (D.), La cité de la joie. Laffont 1985, 500 p 50 F
Laurat (Lucien), Problèmes actuels du Socialisme. Les Iles d'Or 1957 45 F
Lazard (Didier), Convergence des Civilisations actuelles. Ed. de la Baconnière 1963, 162 p 45 F
Lelyveld (J.), Afrique du Sud, l'apartheid au jour le jour. Fr.Loisirs 1986, 296 p cart. éd. 40 F
Leroy (Maxime), La vie du comte de Saint-Simon 1760-1825. Grasset cahiers verts 54, 338 p 50 F
L'Huillier (F.), Politiques nationales et conflits internationaux 1945-1962. Sirey 1964, 410 p 60 F
Libo (Zhou), L'Ouragan. Prix Staline 1951. Beijing Chine 1981, 562 p cart. éd. 60 F
Lissagaray (P.-O.), Histoire de la Commune de 1871. Petite coll. Maspero 1967, 3 vol. (7,8,9) 70 F
Louzon (Robert), L'économie capitaliste. Librairie du Travail 1925, 179 p 55 F
Lucas-Dubreton (J.), Louis-Philippe et la machine infernale 1830-1835. Amiot-Dumont 1951 371 p 60 F
Mabille de Poncheville, Scènes et tableaux de la Restauration. Gautier-Languereau 1935, 253 p 50 F
Mauclair (Camille), La vie humiliée de Henri Heine. Plon 1930, 302 p 55 F
McGregor (Douglas), La dimension humaine de l'entreprise. Gauthier-Villars 1971, 205 p 45 F

Maugras (Gaston), La cour de Lunéville au XVIIIe siècle. Plon 1925, 473 p 90 F
Meutter (Léon de), Guerre "mondiale" ou paix mondiale. Vanderlinden Bruxelles 1958, 250 p 70 F
Moissonnier (Maurice), La révolte des Canuts. Ed. Soc. 1958, 110 p 30 F
(Mouvement du 22 mars), Ce n'est qu'un début continuons le combat. F. Maspero 1968 Cahiers libres 124, 140 p 30 F
(Nations Unies), Conséquences économiques et sociales du désarmement. New-York 1962, 77 p 45 F
Nizan (Paul), Les chiens de garde. Petite Coll. Maspero N°10 1968, 155 p 30 F
Nizan (Paul), Aden-Arabie. Petite Coll. Maspero N°6 1967, 157 p 30 F
Peretti (A.de), L'Administration phénomène humain. Berger-Levrault 1968, 351 p cart. éd. 60 F
Perroy (Henri), L'Europe devant le Tiers Monde. Aubier 1971, 320 p . 45 F
Pichon (René), Hommes et Choses de l'ancienne Rome. Fontemoing 1911, 357 p 60 F
Plivier (Théodor), Stalingrad. Roman. R.Marin 1948, 560 p 50 F
Praviel (Armand), L'égorgement de la duchesse de Praslin. Ed. de France 1934, 243 p 50 F
Praviel (Armand), Monsieur du Barri et sa famille. A.Colin 1932, 238 p . 50 F
Reuillard (Gabriel), Scarron l'initiateur de la reine. Ed. du Laurier 1930, 256 p 40 F
Reynaud (Paul), Les Trois Glorieuses 27,28,29 juillet 1830. Hachette 1927, 128 p 40 F
Saint-Prot (Charles), Yasser Arafat. Biographie et entretiens. Picollec 1990, 351 p index ill. 50 F
Senet (André), L'Homme à la recherche de ses ancêtres. Plon 1954, 343 p index ill. 50 F
Seydoux de Clausonne, Le métier de diplomate. Fr ; Emp. 1980, 235 p .. 35 F
Soustelle (J.), Aimée et souffrante Algérie. Plon 1958 ill. 60 F

Staline, Rapport présenté au XVIIe Congrès du parti. Moscou 1952, 95 p 40 F
Steel (Byron), L'aventureuse existence de Ben Jonson. Didot 1929, 204 p (défraîchi) 45 F
Stern (Dr Mikhaïl), La vie sexuelle en URSS. A.Michel 1979, 349 p (défraîchi) 45 F
Ternon (Yves), La cause arménienne. Seuil 1983, 317 p index 60 F
Toffler (Alvin), La 3ème vague. Denoël 1980, 623 p index 50 F
Truc (Gonzague), Scènes et tableaux du règne de Louis-Philippe. Gautier-Languereau 1935, 254 p 50 F
Tondini de Quarenghi, Signification, portée scientifique et influence sur la Russie du calendrier républicain. La Nelle Revue 1889, plaquette de 42 p 50 F
Vallotton (Henry), Metternich. Gdes Et. Hist. Fayard 1965, 425 p 50 F
Venner (Dominique), 13 meurtres exemplaires. Terreur et crimes politiques au Xxe siècle. Plon 1988, 299 p 50 F
Villemain (M.), La République de Cicéron. Didier 1864, 403 p index 60 F
Vitrac (Maurice), Philippe-Egalité et Monsieur Chiappini. Histoire d'une substitution. Daragon 1907, 155 p index 60 F
Voltaire, Histoire de Charles XII. A.Colin Bibl. ill. de l'Ens. Secondaire. Sans date (1894?), 129 p avec 2 cartes et 42 grav. index 80 F
Wauters (Arthur), Le Communisme de Mao Tsé-tung. Univ. Bruxelles 1957, 112 p 60 F
Weill (Georges), L'éveil des nationalités et le mouvement libéral 1815-1848. T. XV Peuples en civilisations F.Alcan 1930, 590 p index 80 F
Wolf (Jean), La résurrection du Monde Arabe. E.O. avec envoi. Bruxelles 1959, 282 p 70 F
Zischka (Anton), Afrique, complètement de l'Europe. Laffont 1952, 287 p 50 F



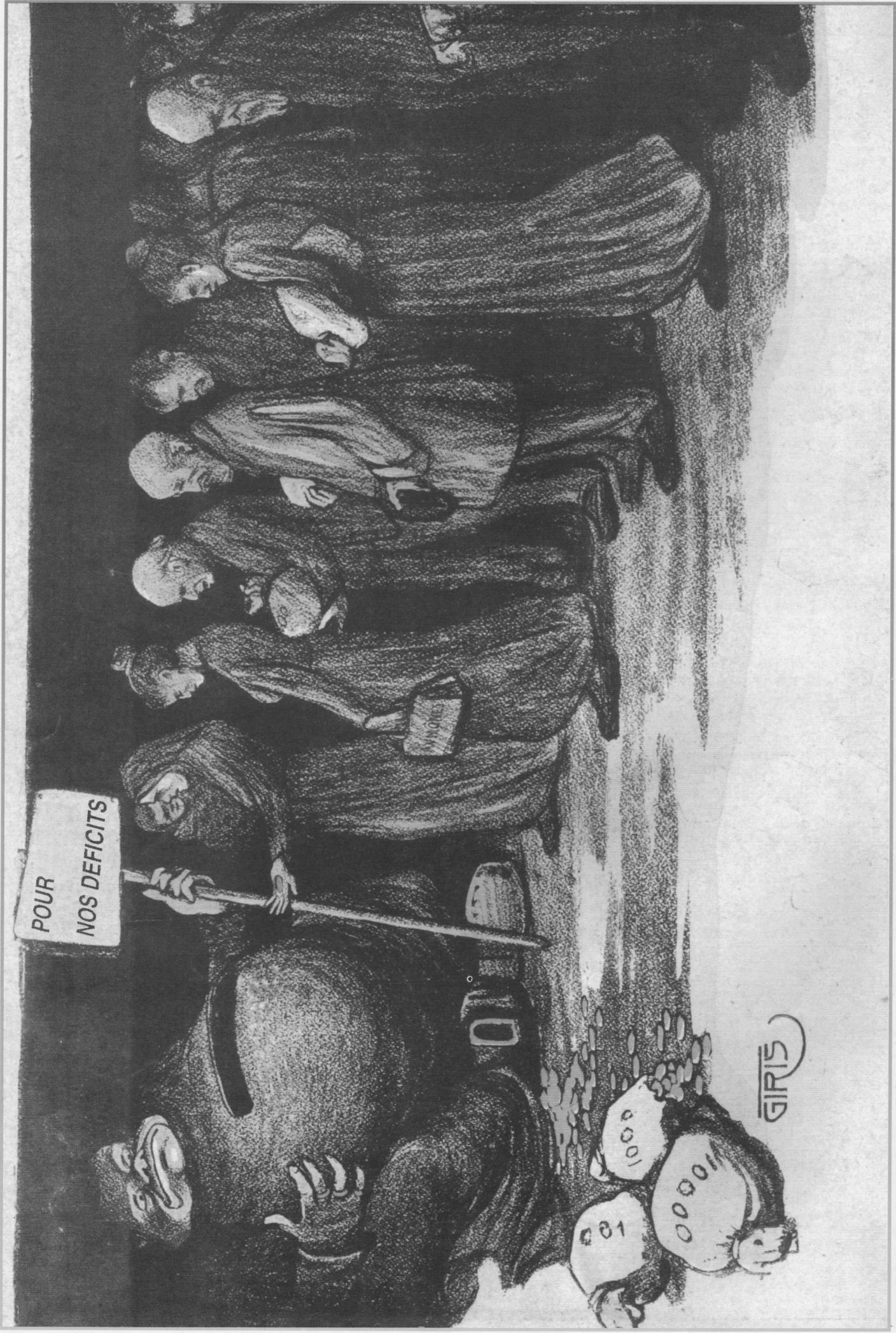
Reliure qui permet de classer 10 numéros soit 2 années de la revue :

A l'unité : 55 francs
 De 2 à 4 : 50 francs l'une
 Au-delà : 45 francs l'une

Franco de port

Je commande reliure (s) (chèque joint)

Mon adresse.....



GIRIS